

● EDUCATION NATIONALE

La tutelle et les syndicats se rencontrent aujourd'hui

(Lire en Page 24)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● NUCLÉAIRE IRANIEN

Fermeté américaine pour arriver à un bon accord

(Lire en Page 19)

CÉRÉALICULTURE

L'Algérie n'a plus importé de semences céréalières depuis 1995



Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait, en 2009, annoncé à Biskra, une enveloppe de 200 milliards de dinars allouée au secteur de l'Agriculture pour le quinquennat (2010-2014). Ce secteur a revu à la hausse l'enveloppe budgétaire allouée pour le quinquennat (2015-2019), pour atteindre 300 milliards de dinars/an, soit 100 milliards de plus que par le passé. L'importance de l'enveloppe dénote la volonté des pouvoirs publics à œuvrer pour la sécurité alimentaire du pays.

Saïd B.

(Lire en Page 3)

● COMPLEXE SIDÉRURGIQUE DE BELLARA

Signature du contrat de réalisation

(Lire en Page 3)

● ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Un plan d'action pour résorber le déficit dans les zones rurales

(Lire en Page 4)

● EN DÉPIT DES CONTROVERSES

Le projet de loi amendant et complétant le code pénal adopté par l'APN

(Lire en Page 5)

EDITION N°4855 SAMEDI 7 MARS 2015 - PRIX : 10 DA - ETRANGER : 0,8 EURO - SITE INTERNET : WWW.LEMAGHREBDZ.COM

SANTÉ

L'OMS recommande de consommer encore moins de sucre



Une consommation excessive de sucre est mauvaise pour la santé, accroît le risque de surpoids, de diabète et de caries dentaires. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié mercredi des recommandations plus sévères pour réduire les quantités de sucre absorbées chaque jour. L'agence de l'ONU a rappelé sa recommaandation antérieure, datant de 2002, de limiter à 10% la consommation de sucre par rapport à l'apport énergétique quotidien. Elle préconise désormais, "si possible", de réduire cette consommation à moins de 5% de l'apport journalier.
"Nous avons des preuves sérieuses que de contenir à moins de 10% la consommation quotidienne de sucre réduit le risque de surpoids, d'obésité et de carie dentaire", a affirmé le Dr Francesco Branca, directeur du département de la nutrition pour la santé et le développement à l'OMS, au terme d'une procédure de consultation. Plus de 170 commentaires d'experts ont été analysés.
Les recommandations s'appuient sur les effets avérés de l'apport de sucres libres sur la santé. Ces sucres comprennent les monosaccharides et les disaccharides ajoutés aux aliments par le fabricant, celui qui cuisine ou le consommateur, et les sucres naturellement présents dans le miel, les sirops, les jus de fruits et les jus de fruits concentrés.

… Attention à la surconsommation de paracétamol

Médicament anti-douleur le plus vendu dans le monde, le paracétamol pourrait ne pas être aussi inoffensif que certains l'imaginent et accroître, à haute dose et à long terme, les risques rénaux et cardiovasculaires, selon une étude britannique. Rien qu'en France, près de 500 millions de boîtes ont été vendues en 2012. Alors qu'on connaissait déjà la toxicité du paracétamol pour le foie en cas d'abus, des chercheurs britanniques se sont penchés sur les conséquences d'une prise régulière et à long terme du médicament. Le paracétamol (ou acétaminophène) est vendu dans le monde entier, la plupart du temps sans ordonnance, sous des marques diverses (Doliprane, Efferalgan en France, Tylenol en Amérique du nord). En se fondant sur huit études existantes, les chercheurs, dirigés par le Pr Philip Conaghan de l'hôpital britannique de Leeds, ont montré un taux de mortalité accru pouvant atteindre 63% chez les patients consommant de manière répétée des doses importantes de paracétamol (3 g par jour).
La prise régulière de paracétamol augmente également le risque de maladies cardiovasculaires, d'hémorragies digestives et de problèmes rénaux, selon l'étude publiée par la revue britannique "Annals of The Rheumatic Diseases", qui dépend du groupe "British Medical Journal" (BMJ).

USA

Pas de poursuites fédérales contre le policier qui avait tué un jeune Noir à Ferguson...

Le ministère de la Justice américain a annoncé qu'il n'inculperait pas le policier qui a tué en août dernier un jeune Noir non armé à Ferguson (Missouri, centre), drame qui avait entraîné des semaines de manifestations et d'émeutes. Le policier Darren Wilson n'ayant pas agi avec une intention criminelle, il ne peut être prouvé au-delà du doute raisonnable qu'il a enfreint la loi sur les droits civiques, conclut un rapport du ministère de la Justice publié mercredi. L'enquête fédérale portée sur le terrain des droits civiques avait été lancée après la mort de Michael Brown, 18 ans, un jeune Noir non armé, tué par le policier en patrouille. Elle porte à la fois sur la fusillade elle-même, et sur les pratiques policières dans la ville de Ferguson. Elle y pointe notamment le racisme ordinaire de la police locale ciblant la communauté noire.
La police de Ferguson mais aussi la justice de la ville étaient ainsi engagées dans une routine de discrimination contre la population noire locale, disent les autorités judiciaires.
Le ministre de la Justice Eric Holder devait intervenir plus tard dans la journée pour présenter l'enquête.

… L'ambassadeur américain à Séoul blessé dans une attaque...

L'ambassadeur des Etats-Unis en Corée du Sud, Mark Lippert, a été blessé par un homme armé d'une lame de rasoir jeudi à Séoul, selon des informations de la télévision. La chaîne d'information YTN, citant des sources policières, a indiqué qu'un homme armé d'une lame de rasoir dissimulée dans sa main droite avait attaqué Mark Lippert alors qu'il participait à une réunion autour d'un petit-déjeuner dans le centre de Séoul. La télévision a diffusé une image montrant l'ambassadeur saignant, la main droite posée sur sa joue et la main gauche pleine de sang. M. Lippert, 42 ans, a été transporté à l'hôpital mais ses jours ne sont pas en danger, selon les mêmes sources.
L'assaillant, qui a été immédiatement placé en garde à vue, a lancé un slogan contre la guerre quand il s'est attaqué au diplomate, qui a pris ses fonctions à Séoul en octobre.
Les Etats-Unis et la Corée du Sud ont lancé des exercices militaires conjoints cette semaine, faisant monter la tension avec la Corée du Nord.

… Hillary Clinton demande la publication de ses courriels

Hillary Rodham Clinton a rompu le silence qu'elle observait au sujet de la controverse sur l'usage de son adresse électronique personnelle lorsqu'elle était secrétaire d'Etat. Elle a demandé la publication de cette correspondance. "Je veux que le public voie mes courriers électroniques", dit-elle sur Twitter. "J'ai demandé au (département) d'Etat de les publier. Ils disent qu'ils vont les passer en revue pour les publier le plus tôt possible." Le département d'Etat a fait savoir par sa porte-parole Marie Harf qu'il examinerait les courriels fournis par Hillary Clinton "aussi vite que possible", mais que, compte tenu du volume de cette correspondance, cela prendrait "un certain temps". Quelques heures plus tôt, la commission parlementaire chargée de l'enquête sur l'attaque du consulat américain de Benghazi avait également demandé la publication de tous ses courriers liés à cette affaire. L'attaque avait coûté la vie à l'ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens, et à trois autres Américains le 11 septembre 2012. Les élus républicains soupçonnent l'ancienne secrétaire d'Etat de ne pas avoir fait le nécessaire pour protéger les ressortissants américains.

DROGUE

L'offre mondiale de cocaïne a baissé de façon importante



L'offre mondiale de cocaïne a baissé de façon importante, avec un effet "perceptible" sur les marchés, notamment aux Etats-Unis, s'est félicité l'Organe international de contrôle des stupéfiants. A l'inverse, l'organe onusien s'alarme de la multiplication de nouvelles drogues, élaborées par les trafiquants pour contourner les interdictions.
"L'offre mondiale de cocaïne sud-américaine a reculé dans une mesure susceptible d'avoir un effet perceptible sur les principaux marchés de consommation", écrit l'OICS, organe rattaché aux Nation Unies, dans son rapport annuel. "Les indicateurs d'Amérique du Nord et, même s'ils sont moins univoques, ceux d'Europe occidentale, laissent entendre que l'offre est restée très en dessous des niveaux records atteints autour de 2006".
A l'origine de cette évolution, la diminution entre 2007 et 2013 d'environ un tiers des superficies consacrées à la culture du cocaïer - l'arbre à coca - en Colombie, en Bolivie et au Pérou, les trois principaux producteurs. Au 1er octobre dernier, 388 substances étaient répertoriées dans le monde. C'est 11% de plus qu'en 2013 et deux fois plus qu'en 2009.

JAPON

La doyenne du monde fête ses 117 ans avec sa famille à Osaka



La doyenne de l'humanité, la Japonaise Misao Okawa, a soufflé jeudi à Osaka ses 117 bougies. L'archipel est connu pour la longévité de ses habitants. Il compte près de 59 000 centenaires, dont une grande majorité de femmes.
Cette coquette petite dame est née le 5 mars 1898, issue d'une lignée de marchands de kimonos de la ville. Elle a célébré son anniversaire avec un jour d'avance, posant pour les photographes vêtue d'un ravissant kimono rose, une fleur de la même couleur ornant sa blanche chevelure.
Mère de trois enfants, grand-mère de quatre et arrière-grand-mère de six, elle était entourée de sa famille. Son fils aîné est âgé de 92 ans, et le dernier petit rejeton, deux ans.
Elle a également reçu les honneurs de la municipalité: le maire de l'arrondissement, Takehiro Ogura, est passé lui remettre un bouquet de fleurs assorti à sa tenue. "Joyeux anniversaire!", lui a-t-il soufflé à l'oreille.
Le plus vieil homme du monde, Sakari Momoi, est aussi un Japonais, de 112 ans. Né le 5 février 1903, il avait officiellement décroché le titre l'été dernier.
L'espérance de vie des hommes nippons a franchi pour la première fois en 2013 la barre des 80 ans (80,21 ans). Leurs compatriotes femmes détiennent la palme mondiale de la longévité (86,61 ans).

BANGLADESH

Un diplomate nord-coréen arrêté avec 27 kg d'or dans ses bagages

La douane bangladaise a saisi 27 kilos d'or, d'une valeur de 1,4 million de dollars, dans les bagages d'un diplomate nord-coréen. L'homme, qui tentait de les introduire dans le pays, a été remis en liberté, mais les autorités n'écartent pas l'idée de lancer des poursuites à son encontre.
"Nous avons retrouvé l'or sous la forme de lingots et d'ornements (dans les bagages) de Son Young Nam, premier secrétaire de l'ambassade nord-coréenne à Dacca", a dit Moinul Khan, haut fonctionnaire des douanes bangladaises.

CÉRÉALICULTURE

L'Algérie n'a plus importé de semences céréalières depuis 1995

Le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, avait en 2009 annoncé à Biskra une enveloppe de 200 milliards de dinars allouée au secteur de l'Agriculture pour le quinquennat (2010-2014). Le secteur de l'Agriculture et du Développement rural, a revu à la hausse l'enveloppe budgétaire allouée pour le quinquennat (2015-2019), pour atteindre 300 milliards de dinars/an, soit 100 milliards de plus que par le passé. L'importance de l'enveloppe dénote la volonté des pouvoirs publics à œuvrer pour la sécurité alimentaire du pays. A la lumière de ces orientations, l'accent a été mis sur le nécessaire accroissement de la production et de l'offre des produits agricoles, notamment l'introduction des nouvelles techniques, notamment, pour l''irrigation et les semences sans oublier modernisation des exploitations agricoles.
Ce qui explique bien pourquoi l'Algérie n'a plus importé de semences céréalières depuis 20 ans. D'ailleurs cet état de fait vient d'être confirmé par le président-directeur général du Groupe Semences, Plants et Géniteurs (GSPG), Karim-Mustapha Berber qui a annoncé jeudi dernier à Constantine que l'Algérie n'a plus importé de semences de céréales depuis 1995. Intervenant en marge d'une journée d'étude consacrée à la céréaliculture en Algérie, M. Berber a souligné, au cours de cette rencontre organisée à Constantine avec la participation de l'entreprise "TIMAC Agro Algérie", filiale d'un groupe multinational spécialisé dans la nutrition végétale, animale et humaine, que GSPG est une société par actions (Spa) qui aspire, par le biais des 75 fermes pilotes qui en relèvent, à mettre à niveau le rendement céréalier national pour qu'il soit comparable avec celui des grands producteurs mondiaux.
En présence d'une assistance composée de responsables de la direction de wilaya des services agricoles, de représentants des différents instituts et des organismes agricoles ainsi que des délégués de plusieurs fermes pilotes de l'Est et du Sud-Est du pays, le P-DG de GSPG a précisé que ces fermes pilotes, réparties à travers le pays, exploitent une superficie agricole utile (SAU) de 56.000 hectares dont 10.000 ha sont situés dans la wilaya de Constantine, a également indiqué le P-DG de GSPG. Pour sa part, le directeur général de "TIMAC Agro Algérie", Moncef Bourkouk, a fait part de la disponibilité du groupe qu'il représente à fournir l'appui technique nécessaire aux céréaliculteurs de la région en mettant à leur disposition des techniques innovantes et des produits brevetés et homologués en Algérie afin d'optimiser leurs rendements. Encore faut-il préciser qu'au mois de janvier dernier et pour optimiser le rendement céréalier à l'hectare, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) vient d'introduire 34 variétés de semences de blés français. Il s'agit de variétés de semences de blés durs tendre et d'autres semences fourragères de grands rendements en France, atteignant les 80 quintaux à l'hectare avec des pics allant parfois jusqu'à 110 quintaux, selon le directeur général de l'OAIC, Mohamed Belabdi. " Ces variétés, qui seront mises sur le marché prochainement, sont destinées en priorité aux agriculteurs potentiels, dont notamment ceux équipés en moyens d'irrigation et dont la récolte n'est pas tout à fait dépendante de la pluviométrie ", a-t-il expliqué dans une déclaration à l'APS. Le premier responsable de l'OAIC a tenu à préciser que l'Algérie introduit pour la première fois un nombre aussi important de variétés de semences de blés, afin d'améliorer son rendement dont la moyenne nationale n'excède pas les 17 quintaux à l'hectare.
" Une partie de ces semences sera multipliée localement tandis que d'autres devront être inscrites pour être homologuées par le Centre national de contrôle et de certification des semences ", a-t-il indiqué.
Ces 34 variétés sont introduites dans le cadre de l'accord algéro-français conclu en 2013 entre l'OAIC et le groupe Axereal, qui prévoit la création d'une société mixte algéro-française de production de semences. Des croisements avec des variétés locales sont également prévus dans le cadre de ce projet en vue d'obtenir des semences répondant au contexte climatique algérien. En parallèle des importations assurées par cet organisme public pour répondre aux besoins du marché local, l'OAIC s'implique de plus en plus dans le développement de la production nationale en misant, notamment, sur le blé dur et les orges.

Saïd B.



COMPLEXE SIDÉRURGIQUE DE BELLARA

Signature enfin du contrat de réalisation

C'est dans le cadre du partenariat algéro-qatari, et en présence du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb qu'il a été procédé avant-hier à la signature du contrat de réalisation du complexe sidérurgique de Bellara, au siège de la wilaya de Jijel, par les responsables de la société Algerian Qatari Steel (QTS) et la société italienne Danieli.
Les documents ont été signés par Hasnaoui Chiboub, président du conseil d'administration d'Algerian Qatar Solb (AQS) et Gian-Pietro Benedetti, président du groupe industriel italien Danieli, chargé de la construction du complexe.
La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la wilaya en présence, également, du wali de Jijel, Ali Bedrici, du président-directeur général d'AQS, Abou-El Aïnaïn, de nombreux responsables civils et militaires et des cadres du secteur de l'industrie et des mines. "Le président de la République, M.Abdelaziz Bouteflika, a tenu sa promesse et respecté ses engagements quant à ce grand projet", a déclaré M. Bouchouareb, se félicitant de "voir ce projet, dont on parle depuis une quarantaine d'années, émerger enfin". Le ministre a évoqué les "effets positifs de l'entrée en production de cet ensemble industriel devant produire annuellement, dans une première phase, deux (2) millions de tonnes d'acier pour doubler sa production à l'horizon 2019 au titre d'une seconde phase". S'agissant de l'impact sur l'environnement, M. Bouchouareb a rappelé que l'Algérie a opté pour "une technologie moderne prenant sérieusement en considération tous les aspects liés à ce volet". Le ministre a affirmé que ce complexe, destiné à "répondre aux besoins du pays en matière de produits sidérurgiques", ambitionne même d'exporter le surplus. "L'importation impacte nos ressources de manière importante et nous sommes engagés dans une course contre la montre", a ajouté M. Bouchouareb, avant d'annoncer que le complexe de Bellara "fera de Jijel une nouvelle plate-forme industrielle, après celle d'El Hadjar (Annaba)". A propos du gisement de Gara Djebilet, il a révélé qu'il était "en cours de relance, pour fournir la matière première aux futures usines de Bellara".
Le ministre a également révélé que la première pierre de ce complexe sera symboliquement posée lundi prochain.
Le complexe de Bellara, situé sur le territoire de la commune d'El Milia, occupera une assiette de 216 hectares (sur un total de 532 hectares) et sera doté de deux (2) aciéries et de trois (3) laminoirs, a indiqué à l'APS, M. Hasnaoui Chiboub, précisant que le montant du projet à réaliser au bout d'un délai contractuel de vingt (20) mois s'élève à 2 milliards de dollars US.
Ce complexe, à réaliser en partenariat entre le groupe algérien Sider, qui détiendra 51 % des parts, et son homologue qatari Qatar Steel (49%), permettra également de créer 3.000 emplois directs et indirects. Il s'agit du plus important projet d'investissement entre l'Algérie et le Qatar, a-t-on indiqué.
Peu après son arrivée à Jijel, la délégation ministérielle s'était rendue au port de Djendjen avant de visiter, dans l'après-midi, le site de Bellara devant abriter le futur complexe sidérurgique.

Mohamed Sefsafi

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Patriotisme régional

La campagne électorale a été pratiquement invisible, car le climat d'intéressement populaire n'y est pas du tout. Seuls les militants des partis savent que leurs dirigeants vont arriver dans leurs wilayas, ou leurs villes. Les populations apprennent que des chefs de partis sont passés par le biais de la presse. Alors, comment les populations sauront-elles choisir alors qu'elles sont dans l'ignorance même de la venue chez elles des chefs de partis ? Et pourtant, il ya beaucoup de choses à dire et à vouloir écouter. Que pensent nos chefs politiques ainsi que les candidats de la gestion des collectivités locales, Comment y feraient-ils face ? Nos leaders politiques ont beaucoup parlé des relations internationales, de ce que devrait faire nos gouvernants. Restons alors sur la mondialisation. S'il y a une certitude qu'il y ait des inégalités économiques induites par la mondialisation entre pays, il y a davantage la crainte (certains disent certitude) que celles-ci soient aggravées au sein même d'un pays, le nôtre pour ce qui nous concerne, et plus particulièrement des conséquences de la crise financière dans le monde. Au regard de la lecture de la presse rapportant les discours de campagne, le mode d'emploi de ce qu'il faudrait faire pour mettre à l'abri notre économie de la mondialisation n'a pas fait l'objet de déclaration. Les implications des inégalités en sont assez nombreuses et même graves .. Il y a des partis qui veulent nous convaincre que notre pays est menacé de l'extérieur et cette menace serait d'ordre militaire. Et pourtant, il y a plus urgent, il y a des menaces plus certaines que celles qui sont identifiées par les partis et ces menaces sont internes. Les implications en sont nombreuses et déjà visibles. . . L'emploi serait-il un facteur de rupture de la cohésion sociale? De l'union nationale? Du sentiment national au profit du patriotisme régional ? En situation de manque d'emplois et de logements, il se désagrège la notion même de solidarité entre régions, et parfois même entre communes. On avait bien vu comment à Annaba et à Ouargla, pour ne citer que ces deux villes, les jeunes chômeurs locaux ont réclamé leur part d'emploi dans les entreprises qui y sont implantées. Pas seulement leur part d'emploi, car ils refusent que les habitants d'ailleurs soient priorisés. Pour ce qui concerne les logements, les logements sociaux et sociaux participatifs, les demandeurs d'une commune ne veulent même pas que ceux des communes voisines bénéficient de logements implantés sur leurs territoires. Déjà avec des réserves en devises qui font de notre pays une puissance financière régionale, les frustrations socioéconomiques des populations se sont traduites par des émeutes sociales, la " harga ", un phénomène qui n'était même imaginable il y a quelque temps, une criminalité élargie, qu'en serait-il si les cours du pétrole et les réserves en devises empruntaient le chemin inverse pour créer une situation durable?
Déjà que les difficultés à répondre positivement et en suffisance à la révolution permanente des demandes d'emploi sont reconnues par tous, encore que la majorité des emplois créés ne sont pas durables et pas rémunérés normalement, l'impossibilité d'améliorer, ou à tout le moins de sauvegarder le niveau du pouvoir d'achat des ménages, est une source d'aggravation des tensions. On imagine assez les dégâts qui seront occasionnés dans la cohésion sociale si la mondialisation se traduit par des niveaux de frustration plus élevés. Cela sera fatalement le cas si le profit est la priorité qui guide les politiques d'implantation des affaires, et se privatisent les secteurs des services tels ceux de la santé.

N. B.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Un plan d'action pour résorber le déficit dans les zones rurales

Autant que la sécurité alimentaire, la sécurité hydrique revêt une problématique primordiale et névralgique pour l'Algérie, en ce début du 21ème siècle. Alors que plusieurs parties du monde se débattent dans un stress hydrique et le risque de guerre de l'eau qui plane sur d'autres pays, à l'instar du conflit qui oppose l'Egypte au Soudan et l'Ethiopie sur le partage des eaux du Nil, l'Algérie est confrontée à d'épineux problèmes au niveau de la gestion et la rationalisation des ressources mobilisables.



Même si l'alimentation en eau potable s'est nettement améliorée cet été, le nombre de foyers algériens n'en disposant pas 24h/24 reste très élevé. Dans le but d'y remédier à la situation, un plan d'action destiné à résorber le déficit en eau potable dans les zones rurales et éparses devrait être mis en place cette année pour alimenter les populations en eau potable en quantité et en qualité. C'est du moins ce qu'a annoncé avant-hier le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, lors d'une journée sur le service public de l'eau. "Le ministère des Ressources en eau et celui de l'Intérieur et des Collectivités locales ont convenu de fédérer leurs moyens et d'arrêter un plan d'action afin de résorber le déficit en eau au niveau des communes gérées par les régies communales, des centres ruraux et des zones éparses", a indiqué le ministre. Un programme complémentaire d'envergure dédié exclusivement à l'eau et à l'assainissement de ces zones sera financé par différentes sources et devra améliorer de manière "significative" les conditions de vie des populations, a affirmé M. Necib.

"Si la quasi-totalité des zones urbaines sont actuellement raccordées aux réseaux publics d'alimentation en eau potable (AEP), il reste encore une attention particulière pour la prise en charge effective des zones rurales et éparses pour permettre à ses populations de s'alimenter d'une eau potable en quantité et en qualité, ce qui reste un droit fondamental", a-t-il dit.

Les zones éparses à l'échelle nationale totalisent plus de 1.400 mechtas, douars et ksour dont 70% sont raccordés au réseau AEP. Le reste de ces zones, qui comptent 2,5 millions d'habitants, sont alimentées par le biais de fontaines et de sources, selon les chiffres communiqué par le ministre. Le taux de raccordement en eau potable au niveau national est de 98% avec une dotation journalière de 123 litres par jour et par habitant (l/j/h). A fin 2014, près de 38% de la population raccordés au réseau AEP est alimentée en H24 alors que 37% sont alimentés 10 heures par jour. Le reste de la population est desservie un jour sur deux et plus. Ces fréquences, poursuit M. Necib, "seront certainement améliorées avec la prise en charge graduelle, par les services de l'Algérienne des eaux (ADE), de la gestion de la distribution de l'eau dans 661 communes, une tâche assurée actuellement par les régies communales. L'intégration à l'ADE de ces communes, situées en majorité en zones rurales et éparses, sera opérée durant ce quinquennal, selon la même source.

Concernant les créances de l'ADE qui sont de l'ordre de plus de 52 milliards de DA, il a rappelé qu'une compagne de sensibilisation était en cours pour les recouvrer notant que ces créances sont détenues notamment par les ménages.

Il a exhorté, à cette occasion, les responsables de ces établissements à fournir plus d'efforts afin de recouvrer un maximum de créances. "Il est temps de compter sur vos propres moyens et ne plus compter sur les subventions de l'Etat qui ne viennent qu'en appoint", a-t-il dit. Par ailleurs, M. Necib a affirmé que son secteur a pris toutes les dispositions nécessaires afin de sécuriser l'alimentation en eau potable après un hiver généreux en précipitations surtout durant le mois de février dernier. Selon lui, le taux de remplissage des barrages au niveau national a atteint, à fin février, 88% (contre 74% à la même période de 2014) avec un volume évalué à plus de 6 milliards de m3 d'eaux emmagasinées. Pour résoudre les problèmes rencontrés durant les saisons estivales précédentes surtout en termes d'AEP, le ministère a mis en place un dispositif impliquant les administrations centrale et locale.

Il s'agit du renforcement des moyens matériels des unités ADE, la formation du personnel, l'instauration d'un système de communication envers le public et la clientèle, le renforcement des stations de déminéralisation pour l'amélioration de la qualité de l'eau dans le sud. Le renforcement des laboratoires de contrôle de la qualité et la sensibilisation des citoyens sur l'économie d'eau figurent aussi parmi les actions envisagées.

Par ailleurs, pour ce qui est du programme national d'extension du réseau des barrages, la problématique de l'envasement demeure entière et ce n'est que maintenant que le ministère de tutelle s'apprête à lancer des opérations de nettoyage, notamment pour les barrages anciens qui ont perdu plus 50% de leurs capacités théoriques. Lesquelles opérations ne semblent pas une panacée pour le secteur, étant donné que le problème de l'envasement des barrages nécessite une prise en charge en amont telle que le suggèrent les spécialistes du secteur. En d'autres termes, c'est l'atténuation de l'érosion des bassins versants et la lutte contre la propagation des déchets qui s'imposent. Or, à ce niveau, aucune stratégie n'a été mise en œuvre jusque-là.

Lila Soltani

COMMERCE

Benyounès plaide pour l'intensification des actions de contrôle

Lors de l'inspection de structures du secteur du commerce dans la wilaya de Tamanrasset, M. Amara Benyounès, ministre du Commerce, a insisté sur l'intensification des actions de contrôle sur le terrain de la qualité des produits de consommation, notamment les denrées alimentaires. Dans cette optique, le ministre a indiqué à l'APS qu'"il est nécessaire d'intensifier les campagnes de contrôle, sur le terrain, des produits de consommation, en vue de préserver et de protéger la santé du consommateur, notamment en période de fortes chaleurs, dans les régions du Sud du pays".

Ensuite, le ministre a visité le Centre algérien de contrôle de la qualité et de l'emballage (CACQE), où il a insisté sur la dynamisation de la mission de cet organisme et l'intensification des analyses des échantillons, déplorant le faible nombre d'analyses effectuées l'an dernier par ce centre dans une région d'une telle envergure, censée avoir un programme ambitieux de contrôle de la qualité des produits de consommation. En outre, M. Benyounès a inspecté, également, le projet de réalisation, pour une enveloppe de 180 millions DA, d'une semoulerie privée dans la zone d'activités, dont les travaux sont à 80% d'avancement. Un projet devant permettre, une fois opérationnel, la production de 20 tonnes/jour de pâtes alimentaires et de 60 tonnes/jour de farine, pour renforcer le marché local.

Dans la même zone d'activités, le ministre a visité ainsi, une laiterie entrée en production en mai 2013 avec une capacité de 80.000 litres/ jour de lait, destinée au marché local. Les conditions de stockage et de production de lait au niveau de cette unité ont été inspectées par le ministre qui a souligné le respect des normes d'hygiène, dont le traitement de l'eau utilisée dans la production laitière, et mis l'accent sur l'accompagnement des opérateurs et investisseurs pour la réussite et l'efficience des projets. Le ministre qui a visité, au quartier "El-Wiam", un point de vente de matériaux de construction relevant du groupe algérien des ciments (GICA), a exhorté les responsables à œuvrer à l'intensification des efforts pour fournir le produit aux mêmes prix que ceux en vigueur dans le Nord du pays. "Une enveloppe de 7 milliards DA a été dégagée pour soutenir le transport des produits de base vers les régions du Sud du pays", a révélé M. Benyounes qui a, à ce titre, insisté sur l'intensification des campagnes de contrôle des prix pour éviter toute spéculation sur les produits soutenus.

Inspectant ensuite un point de vente relevant de la semoulerie "Moulins de Laghouat", implantée au niveau du quartier Tahaggart, il a appelé ses responsables à multiplier les points de vente de cette entité économique, à travers les communes éloignées du chef lieu de wilaya.

Le ministre qui a poursuivi sa tournée par l'inspection du siège de la direction du commerce de la wilaya de Tamanrasset, a écouté un exposé succinct sur les activités des services de la direction locale du secteur à travers les différentes communes de la wilaya de Tamanrasset.



Il a assisté, par ailleurs, à une partie des travaux de la réunion nationale de coordination entre la Chambre algérienne du commerce et de l'industrie (CACI) et les Chambres du commerce et de l'industrie (CCI). La rencontre a été consacrée au programme d'action des commissions techniques de la CACI, au projet de refonte des statuts des CCI, ainsi qu'à la création des consortiums à l'exportation de dattes.

Le choix de la wilaya de Tamanrasset pour abriter cette rencontre traduit l'intérêt accordé à cette région et le souci de lui réunir les conditions à même de lui permettre de jouer un rôle de premier plan, pour atteindre un développement économique diversifié, débarrassé de la dépendance des seuls hydrocarbures et générateur de richesses et d'emplois, et réduire ainsi la facture des importations, selon les organisateurs.

R. M.

EN DÉPIT DES CONTROVERSES

Le projet de loi amendant et complétant le code pénal adopté par l'APN

Les députés ont adopté une loi criminalisant les violences contre les femmes, un texte vivement dénoncé par les conservateurs comme une intrusion dans l'intimité du couple contraire aux valeurs de l'islam.

La loi a été adoptée, aujourd'hui, par l'Assemblée populaire nationale (APN) après de houleux débats. Les députés des quatre partis islamistes (MSP, El Islah, Enahda et El Adala) ont boycotté la séance en dénonçant un projet contraire " aux préceptes de la Chariaa " et qui risque, selon eux, de " disloquer la famille algérienne ". La loi veut défendre les femmes contre les violences de leur conjoint, et préserver leurs ressources financières des convoitises de celui-ci, perçu comme le chef de famille dans les sociétés traditionnelles. Ce texte, qui modifie et complète le code pénal, introduit également la notion de harcèlement dans les lieux publics et celle de harcèlement moral conjugal. Il dispose que quiconque porte volontairement des coups à son conjoint, et en fonction des blessures, risque de 1 à 20 ans de prison avec la réclusion à perpétuité en cas de décès. Un autre article prévoit six mois à deux ans de prison pour "quiconque exerce sur son épouse des contraintes afin de disposer de ses biens ou de ses ressources financières". Au sein de l'Assemblée nationale qui ne compte pourtant pas d'islamistes radicaux, des élus ont accusé le gouvernement de vouloir imposer des normes occidentales à une société musulmane. Pour Abdelaziz Belkaid, de l'Alliance pour l'Algérie Verte, évoquer le rôle de la femme dans la famille représente "une ligne rouge" qui ne doit pas être franchie. Le texte est "contraire aux préceptes coraniques et vise la dislocation de la famille", a renchéri son collègue Naamane Belaouar. Stigmatisant la femme, les députés d'El Adala ont réclamé des lois mettant fin "au non port du voile et à la nudité des femmes dans les lieux publics, cause principale des harcèlements" selon eux. Le député indépendant Ahmed Khelif a, lui, estimé que cette loi constitue "un musèlement des libertés de l'homme et une façon de rendre licites les relations extra-conjugales".



Selon lui, "il sera plus simple d'avoir une maîtresse que d'être marié et de courir le risque d'être poursuivi en justice pour n'importe quelle faute".

"LA VIOLENCE EXISTE ET S'AMPLIFIE"

Face à ses détracteurs, le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a fait l'étalage de ses connaissances des textes religieux, concluant que "les versets coraniques protègent l'honneur de la femme et ne permettent pas d'accepter ce phénomène" de violences à son encontre. "La violence contre les femmes dans notre société existe et s'amplifie", a-t-il observé. Evoquant le droit des femmes de disposer de leur revenus financiers, M. Louh a été applaudi par les députées et chahuté par leurs collègues hommes. Fin 2014, les services de la police ont démontré que les problèmes familiaux venaient en tête de liste des actes de violence contre les femmes avec 4 113 cas pour les neuf premiers mois, soit 58 %. Entre 100 et 200 femmes meurent chaque année de violences familiales selon des statistiques parues dans la presse. Une situation alarmante pour Fouzia Sahnoun du Rassemblement national démocratique (RND) qui parle de "terrorisme familial". Plusieurs de ses consœurs du Front de libération nationale (FLN au pouvoir) se sont félicités de la nouvelle loi, saluant "une avancée" en termes de protection de la femme.

POLÉMIQUE AUTOUR DU PARDON

En dépit des progrès enregistrés dans la législation, ses effets sont limités par l'introduction de la notion de pardon qui peut être obtenu avec des pressions familiales sur la victime. Dans le texte, le pardon de l'épouse met fin aux poursuites judiciaires dans les cas les moins graves, mais elles sont maintenues, bien qu'allégées, dans les plus graves. Soumia Salhi, féministe et syndicaliste qui reconnaît une "avancée", a cependant souligné que "la clause sur le pardon pose problème car c'est une mise en échec de la parole des femmes et un message d'impunité aux auteurs des violences". "Dès lors que l'on introduit le pardon, la loi perd de sa substance", a abondé Oujdane Hamouche du Front des Forces Socialistes (FFS).
La juriste Nadia Aït Zai a préconisé de son côté le maintien de l'action publique contre les auteurs des violences même en cas de pardon de la victime.
Enfin, Amnesty International a estimé que cette loi est "un pas en avant" mais est "alarmée" par "l'arrêt des poursuites judiciaires en cas de pardon de la victime".

Ouzzani S.

ALGÉRIE-EGYPTE

Signature d'une convention de coopération dans le domaine de l'environnement

Selon un communiqué de presse émanant, avant-hier, du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'Algérie et l'Egypte ont signé une convention de coopération portant sur l'échange des expériences dans ce secteur. Le document a été signé au Caire par la ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Dalila Boudjemaâ, et son homologue égyptien, Khaled Fahmi, en marge des travaux de la 15ème session de la Conférence des ministres africains de l'Environnement. La convention porte sur l'"échange des expériences entre les deux pays, l'élaboration de projets communs dans le domaine de la lutte contre la désertification, les changements climatiques, ainsi que la conservation des zones humides et les aires protégées", a précisé la même source. Mme Boudjemaa a pris part aux travaux de la 15ème session de la Conférence des ministres africains de l'Environnement, tenue au Caire, en présence de différentes organisations internationales chargées des questions relatives à l'environnement. Plusieurs questions ont été évoquées, lors de cette conférence, dont, notamment, "les modalités de la gestion du patrimoine naturel en Afrique pour le développement durable, ainsi que les changements climatiques, en préparation à la Conférence de Paris qui se tiendra en décembre 2015", a-t-on ajouté.

Lila S.

LOI CRIMINALISANT LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Amnesty International dénonce



Alors qu'un projet de loi pour renforcer la protection des femmes contre certaines formes de violence est débattu à l'Assemblée populaire nationale en Algérie, les députés devraient adopter les dispositions du projet qui érigent en infractions pénales la violence physique à l'encontre d'un conjoint et le harcèlement sexuel dans des lieux publics. C'est ce qui ressort d'un communiqué de Amnesty International qui a publié avant-hier un communiqué de presse. De ce fait, Amnesty international a dénoncé les propos rétrogrades de certains députés au Parlement lors des débats autour du projet de loi amendant et complétant l'ordonnance N°66-156 portant Code pénal et relatif aux violences faites aux femmes. " Amnesty International s'inquiète (…) de certaines positions inacceptables exprimées pendant les débats qui assimileraient ces dispositions à une " atteinte à la famille " et attribueraient la responsabilité de la violence de genre aux femmes et aux jeunes filles qui en sont victimes ", indique l'ONG dans un communiqué.
" Les dispositions actuellement débattues, certes insuffisantes, constitueraient cependant un pas un avant, dans un pays où de nombreuses femmes sont confrontées aux violences de genre, sans pour autant être protégées de manière adéquate par la législation ", ajoute-t-elle. Amnesty international se dit " alarmée " par un article du projet de loi " qui prévoit l'arrêt des poursuites judiciaires en cas de pardon de la victime ". L'ONG " appelle au rejet catégorique d'une telle disposition " et explique qu'une telle clause " peut en effet permettre à des auteurs de violences de genre d'échapper à des poursuites judiciaires. " " Non seulement une telle disposition ignore la réalité des relations de pouvoir et d'inégalité entre les hommes et les femmes, mais elle expose également les femmes à un risque accru de violence et de recours à des méthodes coercitives pour qu'elles retirent leur plainte ", assure-t-elle. Rappelons que le projet de loi en question a été adopté, aujourd'hui, par l'Assemblée populaire nationale (APN) après de houleux débats. Les députés des quatre partis islamistes (MSP, El Islah, Enahda et El Adala) ont boycotté la séance en dénonçant un projet contraire " aux préceptes de la Chariaa " et qui risque, selon eux, de " disloquer la famille algérienne ".

Hamadiche L.

DÉDOUBLEMENT DE LA RN1 À DJELFA

Un projet d'envergure d'une importance socio-économique capitale

Un véritable plan de relance pour le secteur des travaux publics vient d'être initié dans la wilaya de Djelfa. Celle-ci, à l'instar des autres wilayas du pays, a bénéficié de plusieurs projets visant, entre autres, l'entretien et le renforcement de nombreux axes routiers.



Le plus important axe reste incontestablement la RN1 qui commence à la frontière sud de la wilaya de Médéa et s'achève à la limite nord de la wilaya de Laghouat. Le projet de dédoublement de la RN 1 à Djelfa, un axe stratégique du trafic routier reliant le nord du pays au Grand Sud, devrait conférer une nouvelle dimension socio-économique à la wilaya de Djelfa, selon l'objectif qui lui a été fixé par les responsables locaux. Cet objectif, inscrit également dans la stratégie des hautes autorités du pays concernant la région, commence à devenir une réalité palpable à Djelfa, avec la réalisation en cours de nombreux dédoublements sur cet axe vital, considéré comme la "porte d'accès principale" au sud du pays. Un intérêt stratégique est accordé à ces dédoublements de route à Djelfa, notamment dans la partie nord de la wilaya, où l'axe Ain Ouessara - Boughezoul (34 km) est doté d'une dimension économique certaine, au vue de la richesse du sol de la région qu'il traverse, connue pour sa très importante activité agricole. Un autre dédoublement de cette RN1, devant relier les villes d'Ain Ouessara et Hassi Bahbah, vise à la suppression définitive des points noirs de la circulation sur cet axe routier, notamment au niveau du lieudit "Gueltet Estel". Aussi, l'importance de cette RN1, pour les pouvoirs publics, est attestée à travers l'enveloppe financière importante, estimée 24 milliards DA, qui lui a été affectée, dont une partie est destinée à la réalisation, selon des normes mondiales, du dédoublement de l'axe Ain Ouessara-Hassi Bahbah, sur une distance de 40 km, au moment où une enveloppe de 10 milliards DA est affectée au dédoublement de l'axe Ain Ouessara-Boughezou (Médéa), sur 34 km, lancé en réalisation en 2014, selon les données fournies par le wali Abdelkader Djelaoui, lors de ses nombreuses visites de terrain. "Le taux d'avancement du projet de dédoublement de route Ain Ouessara- Hassi Bahbah , également en chantier, et dont la réalisation a été confiée à l'entreprise Cosider, est actuellement estimé a 19%", a-t-on appris auprès du directeur des travaux publics de la wilaya (DTP), Yahia Boureghda. Il a souligné le parachèvement des grands travaux et de la plateforme d'un itinéraire de 10 km de cet axe, qui fera office d'un évitement de la sortie -nord de la ville de Hassi Bahbah . "Cet axe (10 km), constituant le quart de la distance du projet (40 km), est prévu à la livraison en juin prochain", a t-il informé, signalant la "réalisation d'une étude en vue de la transformation de ce dédoublement de route, une fois achevé, en autoroute". S'agissant du dédoublement Ain Ouessara- Boughezoul (34 km), son point de départ est à 8 km au sud d'Ain Ouessara, pour se poursuivre jusqu'à Boughezoul. Selon M.Boureghda, cet axe, englobant sept (7) ouvrages d'art et quatre (4) échangeurs, a été réalisé, sur 24 km, comme une déviation de la ville d'Ain Ouessara jusqu'à Boughezoul, avant d'être relié à la RN1, au lieudit le lac Lekhchem. Cette même route, dont le dédoublement est en cours, a été, également, croisée avec la RN 167B, reliant Ain Ouessara et Hed Shari, ainsi qu'avec un axe de la RN 40B, situé à deux (2) km de la commune de Bennahar. Par ailleurs, le DTP a signalé un autre projet en perspective, dans son secteur, portant sur la réalisation d'un dédoublement de la RN 1, dans son axe reliant les villes de Djelfa et Laghouat, sur une distance de 64 km. En attente d'inscription, ce projet, englobant la réalisation de huit (8) échangeurs et d'un ouvrage d'art à la sortie- nord de Djelfa, a déjà fait l'objet d'instructions, de la part des autorités locales, en vue du réaménagement de certains point noirs de la circulation en son sein, et ce par une extension des deux bords de route, afin de réduire " provisoirement le nombre des accidents enregistrés ", a assuré ce responsable.

Une fois réalisé, il permettra, à coup sûr, une meilleure fluidité du trafic routier, encouragera l'investissement dans les wilayas de l'intérieur du pays, créera des centaines d'emplois et résorbera le chômage dont souffrent ces régions déshéritées du pays.

Mustapha O.

BÉJAÏA

Rétablissement partiel de l'eau courante



L'alimentation en eau potable d'une partie de la ville de Bejaia, interrompue depuis six jours à cause d'une crue de l'oued Agrioun, a été rétablie jeudi, a annoncé l'Algérienne des Eaux. La distribution du précieux liquide a repris dans une partie de Béjaïa après que les équipes de maintenance de l'Algérienne des Eaux eurent réussi à réparer la canalisation assurant, depuis la source bleue (30 km à l'est du chef-lieu de wilaya), l'alimentation en eau d'une partie de la ville.

La réparation de cette " casse " va permettre un rétablissement " imminent ", mais en partie de la situation, notamment en permettant un apport d'eau de l'ordre de 35.000 m3, dont le volume est jugé en état d'alléger substantiellement la pénurie d'eau dans la ville, d'autant plus qu'un programme de distribution est mis en place pour assurer une répartition rotative et équitable à travers tous les quartiers. Cette production, en plus des quatre forages en service actuellement, va permettre d'alimenter tous les quartiers 3 jours sur 2?, assure la même source, qui souligne qu'un effort " considérable " est engagé sur le flanc ouest pour réparer également l'autre conduite, autrement plus importante, en provenance du barrage de Tichy-Haft (Seddouk) et qui a fait aussi les frais d'une crue analogue de l'oued Soummam, qui en a brisé tout un pan. Depuis mercredi, d'importants moyens ont été dépêchés vers les lieux de l'incident pour réparer la partie brisée. Un détachement de l'ANP est également arrivé sur place pour prêter main forte, en procédant notamment à la déviation de l'oued de son cours normal et permettre ainsi aux agents de maintenance d'intervenir sur la conduite, localisée sous le lit de l'oued à près de 3 mètres de profondeur, selon la direction de l'hydraulique.

" C'est une opération compliquée, rendue difficile à cause de la profondeur du lit de l'oued et par la force des courants qui le caractérisent ", souligne-t-on, expliquant qu'une digue, à base d'enrochement, est en train d'être installée au milieu de la rivière, pour briser le débit de l'écoulement de ses eaux et sa déviation à quelque 100 mètres de la canalisation.

L'intensité de la crue, intervenue vendredi dernier, a non seulement brisé la canalisation mais a cassé également une partie d'un pont traversant l'oued et endommagé, près de 100 mètres de chaussée, rendant obsolète la liaison entre l'agglomération d'Amizour et Smaoun, coupées depuis subitement l'une de l'autre, a-t-on constaté. Les dégâts sont impressionnants, d'autant que l'eau continue à éroder la terre ferme, fortement imbibée et soumise à de larges fissurations, a-t-on également constaté.

Sarah Z.

ANNABA

Près de 35.000 nouveaux accès à la téléphonie et à l'ADSL en 2015

Pas moins de 53 sites MSAN (Multi Services Access Node) seront réalisés à Annaba par Algérie-Télécom au titre de son plan d'action 2015, avec mise en service de 34.678 nouveaux accès à la téléphonie et à l'ADSL, a-t-on appris, avant-hier, auprès de cette entreprise. Ce programme qui concernera les localités d'El Hadjar, d'El Bouni, de Seraïdi et d'Annaba, en plus de la zone industrielle Pont-Bouchet, permettra à la wilaya d'Annaba de bénéficier d'ici à la fin de l'année en cours d'une "couverture totale par cette technologie, ce qui se traduira par une nette amélioration de la qualité du service grâce à la généralisation de la fibre optique", a ajouté la même source. Selon les services de la direction régionale des Télécommunications d'Annaba, ces projets s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie d'Algérie-Télécom visant à mettre un terme aux coupures répétées de l'Internet et du téléphone fixe en raison, notamment des perturbations climatiques. La même source a rappelé que plus de 50.400 accès filaires ont été déployés en 2014 dans la wilaya d'Annaba, ainsi que plus de 4.800 accès sans fil de 4ème génération répartis sur 8 stations de base LTE.

Pour l'année en cours, il est prévu le déploiement de 25 autres sites de la 4G LTE à travers toutes les zones équipées en fibre optique, a-t-on conclu.

Fouad B.

PÉTROLE

Le brut se tasse, le marché peinant à prendre position sur l'offre

Les cours du pétrole ont baissé à New York et ont stagné à Londres jeudi, dans un marché qui ne parvenait manifestement pas à se décider sur l'interprétation à donner des derniers éléments en date sur l'offre mondiale.



Le prix du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en avril a perdu 77 cents à 50,76 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), à l'issue d'une séance erratique qui l'a vu un temps repasser dans le vert. A Londres, le Brent valait 60,48 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de sept cents par rapport à sa clôture de mercredi.

"Encore une fois, on voit le marché se mettre à douter de l'arrivée prochaine d'un fort déclin de la production, que certains attendaient", a jugé Bart Melek, de Commodity Strategy TD Securities. En ce sens, "les chiffres d'hier sur les réserves américaines ont eu un effet à retardement" sur les cours du WTI, après une hausse d'environ un dollar mercredi, a-t-il estimé.

Les stocks de pétrole brut ont progressé beaucoup plus que prévu la semaine dernière aux Etats-Unis, gagnant plus de dix millions de barils et continuant à évoluer à un niveau sans précédent depuis 84 ans, selon des chiffres publiés par le département américain de l'Énergie (DoE). Dans ce contexte, les investisseurs attendent pour vendredi le décompte hebdomadaire des puits de forage en activité aux Etats-Unis, établi par le groupe Baker Hughes. Le chiffre baisse systématiquement depuis plusieurs semaines, mais a récemment ralenti son déclin.

"Certains s'attachent à l'idée que la baisse du nombre de puits veut dire que la production va vite reculer, mais je n'y crois pas, du moins pour les six prochains mois", a jugé Bart Melek.

SOUTIEN DE LA LIBYE

"Je ne connais absolument personne qui ait jamais laissé entendre que le déclin du nombre de puits et des investissements allait ralentir la production à court terme", a rapporté Phil Flynn, de Price Futures Group.

"Non, ce qui devrait se passer, c'est que la production va ralentir sa hausse dans quelques mois, puis entamer un inévitable déclin à la fin de l'année, ou d'ici l'an prochain", a-t-il prévu. "A ce moment, la demande devrait avoir augmenté, notamment grâce à l'action des banques centrales mondiales." Sur ce plan, certains observateurs attendent des effets positifs du soutien à l'économie prévu par la Banque centrale européenne (BCE), qui a précisé que son programme de rachats d'actifs commencerait lundi. A ce sujet, "le marché pourrait aussi être soutenu par le fait que la BCE a révisé en hausse ses prévisions de croissance pour la zone euro", a jugé Tim Evans de Citi.

Au niveau international, les cours, en premier lieu ceux du Brent, trouvent aussi du soutien dans les affrontements en Libye, qui ont poussé la Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) à déclarer "l'état de force majeure" dans 11 champs pétroliers. En invoquant cette clause, la Libye ne se trouve plus dans l'obligation de remplir sa part des contrats de livraison pour les champs pétroliers de Al-Mabrouk, Al-Bahi, Al-Dahra, Al-Joufra, Tibesti, Al-Ghani, Al-Samah, Al-Baïda, Al-Waha, Al-Dafa, Al-Naqa. "Reste à savoir si cela annonce une nouvelle chute de la production et non seulement une reconnaissance officielle de la situation", a nuancé Tim Evans. Enfin, le marché s'interroge sur les conséquences des négociations diplomatiques entre les grandes puissances et l'Iran, à qui une levée des sanctions permettrait de fournir encore plus de pétrole au marché mondial. "On semble encore loin de trouver un accord à l'issue de négociations avec les Occidentaux pour limiter le programme nucléaire iranien, même si de nouvelles discussions sont prévues le 15 mars", a noté Matt Smith, de Schneider Electric.

En Asie, les cours du pétrole restaient en hausse dans les échanges matinaux malgré un nouveau gonflement substantiel des stocks de brut aux Etats-Unis et la remise en route progressive des raffineries américaines qui pèse sur le marché newyorkais.

Le baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en avril s'appréciait de 29 cents, à 51,82 dollars, tandis que le baril de Brent de la mer du Nord prenait six cents, à 60,61 dollars.

Au plan géopolitique, Sanjeev Gupta, responsable des hydrocarbures chez EY, a indiqué que le marché suivait les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran, également producteur de pétrole, sur le programme nucléaire de Téhéran. "Toute information positive sur l'hypothèse d'une levée des sanctions (américaines contre l'Iran) entraîne les prix du Brent vers le bas", selon lui.

Farida B.

USA

Les stocks hebdomadaires de brut montent beaucoup plus que prévu

Les stocks de pétrole brut ont progressé beaucoup plus que prévu la semaine dernière aux Etats-Unis, continuant à évoluer à un niveau sans précédent depuis 84 ans, selon des chiffres publiés mercredi par le département américain de l'Énergie (DoE).

Lors de la semaine achevée le 27 février, les réserves de brut ont augmenté de 10,3 millions de barils à 444,4 millions, alors que les experts interrogés par l'agence Bloomberg News n'attendaient qu'une progression de 3,8 millions.

A ce niveau, elles se situent non seulement à un plus haut depuis 1982, date des premières publications hebdomadaires du DoE, mais elles signent aussi, sur la base de données mensuelles, un cinquième record consécutif depuis novembre 1930, lorsqu'elles avaient atteint 517,021 millions.

Les stocks de brut sont en hausse de 22,1% par rapport à la même période l'an dernier, a précisé le ministère.

De leur côté, les stocks d'essence sont restés pratiquement stables à 240,1 millions, alors que les experts tablaient sur un reflux de 1,8 million de barils.

Ils sont en hausse de 4,8% par rapport à leur niveau de 2014, et restent bien au-dessus de la limite supérieure de la fourchette moyenne en cette période de l'année.

Les réserves de produits distillés (dont le gazole et le fioul de chauffage) ont pour leur part reculé, de 1,7 million de barils à 123,0 millions, soit un peu moins que la baisse de 2,2 millions annoncée par les analystes.

Elles sont en hausse de 7,4% par rapport à la même époque en 2014, mais restent dans la partie inférieure de la fourchette moyenne pour cette période de l'année.

NOUVELLE HAUSSE À CUSHING

La production américaine s'est établie à 9,324 millions de barils par jour (mbj), accélérant par rapport à la semaine précédente, et battant un nouveau record depuis 1983 au moins, lorsque le DoE a commencé à faire paraître ces statistiques.

Surveillées de près par les courtiers, les réserves du terminal pétrolier de Cushing (Oklahoma, sud), qui servent de référence au pétrole échangé à New York, le WTI, ont augmenté de 500 000 barils, à 49,2 millions.

Toutes catégories confondues, les stocks pétroliers américains ont augmenté de 2,3 millions de barils.

Du côté de la demande, sur les quatre dernières semaines, les États-Unis ont consommé en moyenne 19,9 millions de barils de produits pétroliers par jour, soit 7,7% de plus qu'à la même période en 2014.

La demande de produits distillés a progressé de 16,8% au cours des quatre dernières semaines, là aussi sur un an, et celle d'essence a avancé de 4%.

Frappées depuis le mois dernier par un mouvement de grève, les raffineries américaines ont ralenti la cadence, fonctionnant à 86,6% de leur capacité contre 87,4% la semaine précédente.

F.B.

GAZ

Kiev doit acheter 12 milliards de m3 pour reconstituer ses réserves

L'Ukraine va devoir acheter 12 milliards de m3 de gaz pour porter ses réserves de 8 à 20 milliards de m3 avant le prochain hiver, a annoncé jeudi le vice-président de la Commission européenne à l'Energie Maros Sefcovic.

Les réserves de l'Ukraine sont actuellement de 8 milliards de m3, ce qui est pleinement suffisant pour assurer le transit des achats européens de gaz russe, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse à l'issue d'une réunion avec les ministres de l'Energie de l'UE.

Mais l'Ukraine doit faire en sorte que ses réserves soient portées à 20 milliards de m3, a-t-il averti. Le gouvernement ukrainien va devoir acheter 12 milliards de m3 de gaz soit dans les pays de l'UE, soit à la Russie, a-t-il poursuivi. Maros Sefcovic a toutefois reconnu que les trois possibilités d'acheminer du gaz acheté dans l'UE grâce aux flux renversés sur les gazoduc de Pologne, de Hongrie et de Slovaquie étaient limitées. L'Ukraine consomme 50 milliards de m3 de gaz par an. Elle en produit 20 milliards et en achète 30 à la Russie.

Un accord a été conclu fin octobre avec la compagnie russe Gazprom pour des livraisons prépayées à la compagnie ukrainienne Naftogaz jusqu'au 31 mars au prix de 378,22 dollars les 1 000 m3. Mais le géant russe entend revenir sur ce prix dès le 1er avril.

Maros Sefcovic entend mener fin mars une médiation entre les dirigeants des deux pays et de leurs deux groupes pour trouver un compromis. L'UE achète chaque année près de 130 milliards de m3 de gaz à la Russie et la moitié de ces achats, soit 15% de sa consommation, transite par l'Ukraine à destination de la Pologne, de la Slovaquie, de la Hongrie, de la Roumanie, les quatre pays d'arrivée des gazoducs ukrainiens sur son territoire. L'autre moitié du gaz acheté par l'UE n'est pas soumise aux aléas des différends entre Kiev et Moscou. Les achats de l'Allemagne, principal client de Gazprom avec 40 milliards de m3, sont directement envoyés par Nord Stream, un gazoduc construit exclusivement pour ce pays. L'Ukraine pourrait faire les frais de la volonté des Etats européens de sécuriser leurs approvisionnements en diversifiant les gazoducs, ce qui représenterait une sérieuse perte de revenus. Gazprom a versé 5,5 milliards de dollars en 2014 en droits de transit. Le système de gazoduc ukrainien est absolument crucial, a assuré jeudi M. Sefcovic. Mais le patron de Gazprom Alexei Miller ne veut plus utiliser l'Ukraine comme pays de transit pour les achats européens et veut les acheminer via la Turquie. Il veut notamment doubler les capacités du gazoduc Blue stream passant en mer Noire. La France et l'Espagne projettent pour leur part la création du MidCat, pour acheminer annuellement 10 milliards de m3 de gaz acheté en Algérie.

Siham S.

MARCHÉ

Les Bourses européennes profitent de la réunion de la BCE

Les Bourses européennes ont profité de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) qui a relevé ses prévisions de croissance du PIB en zone euro pour 2015 et 2016. Elle a abaissé ses prévisions d'inflation pour 2015 mais relevé celle pour 2016.



La BCE a annoncé aussi qu'elle allait débuter son vaste programme de rachat de dettes publiques et privées "le 9 mars". "Le marché salue surtout la révision à la hausse des perspectives de croissance ainsi que le fait que l'inflation va remonter, ce qui signifie que la politique monétaire de la BCE sera accommodante sur la durée", résume Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque. L'Eurostoxx a gagné 0,97%. La Bourse de Paris a terminé en nette hausse (+0,94%). L'indice CAC 40 a pris 46,16 points à 4 963,51 points, dans un volume d'échanges nourri de 4,1 milliards d'euros. La veille, le marché avait rebondi de 0,99%.

Le CAC 40 a même atteint un nouveau plus haut historique depuis juin 2008 en séance à 4 974,64 points pendant que le président de la BCE Mario Draghi s'exprimait. Parmi les valeurs, Gemalto a souffert (-2,58% à 70,34 euros), le marché retenant davantage la baisse de 14% du bénéfice net en 2014 que le relèvement de ses prévisions pour 2017. Numericable-SFR a été recherché (+4,34% à 58,92 euros) après avoir publié un résultat brut d'exploitation consolidé en hausse de 15%. Carrefour a fini en hausse (+2,38% à 30,37 euros) malgré un bénéfice net 2014 en baisse de 1,5% mais après avoir annoncé le retour de son P-DG. La Bourse de Londres a atteint un nouveau record à la clôture. L'indice FTSE-100 des principales valeurs a gagné 41,9 points ou 0,61% par rapport à la clôture de mercredi, à 6 961,14 points.

En revanche, le sommet historique en séance atteint mardi (6 974,26 points) n'a pas été dépassé. Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets UK a estimé que "ce ne serait pas faire un pari très risqué que de prédire que le FTSE-100 pourrait atteindre les 7 000 points dès demain". L'assureur Aviva a fini en tête des hausses, s'adjugeant 7,05% à 569,50 pence grâce à son bénéfice opérationnel. Ces résultats ont rejailli sur son concurrent Friends Life (+7,07% à 434,90 pence), qu'il s'apprête à acquérir.

Le gestionnaire de fonds Schroders a gagné 4,75% à 3 178 pence après une publication également saluée. Le groupe boursier London Stock Exchange, gestionnaire de la Bourse de Londres, a fini inchangé (+0,08% à 2 401,83 pence) après avoir présenté des résultats 2014 solides. Les valeurs minières ont fini en ordre dispersé: Fresnillo a pris 1,79% à 737,47 pence et BHP Billiton 0,22% à 1 577 pence, tandis qu'Anglo American cédait 0,21% à 1 164,50 pence, et Rio Tinto 0,35% à 2 985 pence. La Bourse de Francfort a également été rassérénée. L'indice Dax a pris 1% pour terminer à 11 504,01 points, un nouveau record de clôture, tandis que le MDax des valeurs moyennes s'est apprécié de 1,42% à 20 243,60 points.

Presque toutes les valeurs du Dax ont en profité, à commencer par Adidas (+3,43% à 71,37 euros), qui avait le vent en poupe après l'annonce de ses résultats et de prévisions pour 2015. Continental a gagné 1,62% à 213,80 euros après avoir lui aussi publié ses résultats, en forte hausse. Volkswagen, qui a conclu avec les syndicats un accord prévoyant une hausse de salaire de 3,4%, a pris 1,22% à 223,20 euros. EON dont les résultats sont attendus le 11 mars, s'est hissé de 1,53% à 14,29 euros. Hors indices la holding internet Zalando a engrangé 4,47% à 24,08 euros. La Bourse de Bruxelles a progressé de 0,79% à 3 731,38 points. Le groupe de distribution Delhaize, qui a annoncé des résultats 2014 en baisse mais supérieurs aux attentes, a terminé largement en tête avec un bond de 4,35% à 83,90 euros. Il est suivi par la poste belge bpost (+2,88% à 26,06 euros) et le groupe diversifié Ackermans & Van Haaren (+1,93% à 110,90 euros). Sur les 6 valeurs du Bel 20 qui ont terminé en baisse, le plus fort recul a été enregistré par l'assureur Delta Lloyd, qui a cédé 1,12% à 16,73 euros. L'indice AEX des principales valeurs de la Bourse d'Amsterdam a clôturé en hausse 1,11% à 488,96 points.

A la hausse, le groupe de prospection géologique Fugro a gagné 4,60% à 23,64 euros.

A la baisse, le groupe chimique OCI a cédé 6,27% à 33,57 euros. La Bourse de Madrid a pris 0,66%, à 11 124,4 points.

Bankia a terminé en progression de 1,6% à 1,33 euros, au lendemain de l'annonce d'une OPA sur 100% de la société immobilière Realia. Abertis reprenait 0,48% à 16,61 euros, après avoir perdu 3,73%, à 16,53 euros la veille, s'ajustant au prix de vente des actions du groupe fixé par le fonds CVC Capital Partners qui s'est défait de 7,5% du capital du gestionnaires des autoroutes françaises. Les autres grandes banques espagnoles ont fini en ordre dispersé: Santander a gagné 0,58%, à 6,54 euros, BBVA a progressé de 0,9%, à 8,97 euros tandis que le titre de CaixaBank a perdu 0,25%, à 3,98 euros. La Bourse de Lisbonne a clôturé en nette hausse de 1,72% à 5 636,67 points avec 17 de ses 18 valeurs dans le vert. Le PSI 20, principal indice de la place lisboète, a bénéficié de l'envolée du groupe de construction Mota Engil (+4,14% à 3,27 euros), du groupe diversifié Sonae (+3,62% à 1,29 euro) ou encore du groupe papetier et de BTP Semapa (+3,40% à 12,30 euros). Seul titre à terminer dans le rouge, le groupe postal CTT a chuté de 4,24% à 9,25 euros.

La Bourse de Milan a terminé en nette hausse, l'indice FTSE Mib gagnant 1,26% à 22 408 points. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans l'habillement de luxe: le groupe textile Moncler a gagné 10,46% à 14,79 euros, et le maroquinier Tod'S 5,92% à 96,60 euros. Le groupe de restauration Autogrill a aussi enregistré une hausse notable de 4,16 % à 8,51 euros. De faibles baisses ont été enregistrées par Finmeccanica (-0,37% à 10,90 euros) et Telecom Italia (-0,27% à 1,092 euro). La Bourse suisse a poursuivi son ascension, le SMI accélérant ses gains pour clôturer en hausse de 0,47% à 9 034,60 points. Transocean, l'opérateur de plateformes pétrolières, a rebondi de 2,77% à 15,96 francs suisses. Adecco, le spécialiste du travail temporaire, a également progressé de 1,92% à 74,35 francs tandis que SGS s'est apprécié de 1,78% à 1 944 francs. L'indice a toutefois été freiné par le repli de Roche, une des plus grosses pondérations du SMI, le groupe pharmaceutique ayant cédé 1,58% à 256,10 francs suisses en raison du détachement du dividende.

Ilyas A.

Wall Street finit en légère hausse, encouragée par la BCE

Wall Street a terminé la séance en petite hausse jeudi, encouragée par l'optimisme de la Banque centrale européenne: le Dow Jones a gagné 0,21% et le Nasdaq 0,32%. Selon des résultats définitifs après la clôture, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a progressé de 38,82 points à 18 135,72 points, et le Nasdaq, à dominante technologique, de 15,67 points à 4 982,81 points. L'indice élargi S&P 500, jugé le plus représentatif par de nombreux investisseurs, a gagné 0,12%, soit 2,51 points, à 2 101,04 points, dans une séance assez calme: "C'était un jour de neige" encourageant les investisseurs à rester chez eux, a estimé Mace Blicksilver, chez Marblehead Asset Management. "Le fait que (le président de la Banque centrale européenne Mario) Draghi ait été optimiste sur les conditions économiques en Europe aide les marchés", a expliqué Peter Cardillo, de Rockwell Global Capital. La Banque centrale européenne (BCE) a relevé jeudi ses prévisions de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en zone euro pour 2015 et 2016, prenant acte notamment de la baisse des prix du pétrole. Elle attend dorénavant une croissance de 1,5% cette année et de 1,9% l'an prochain, contre des précédentes estimations de 1% et 1,5%, a annoncé Mario Draghi en détaillant son programme d'"assouplissement quantitatif" destiné à injecter des liquidités dans l'économie européenne pour la faire redémarrer. A compter de lundi, la BCE va lancer des rachats d'actifs massifs de dettes publiques et privées, à coups de 60 milliards d'euros chaque mois jusqu'en septembre 2016 au moins. Selon elle, cette politique volontariste devrait permettre une reprise graduelle de l'inflation cette année, qui se hisserait à 1,5% l'an prochain, mieux que le 1,3% attendu précédemment. Les annonces européennes ont permis aux investisseurs d'ignorer la médiocrité d'indicateurs américains, et des prévisions de croissance chinoise. "Les marchés d'actions américains font preuve de résistance face à un abaissement de la prévision de croissance en Chine", ont noté les experts de Charles Schwab. La Chine a abaissé à 7%, contre 7,5% en 2014, son objectif de croissance de son Produit intérieur brut pour 2015, correspondant selon ses dirigeants à "la nouvelle normalité". Aux Etats-Unis, les investisseurs ont prêté peu d'importance à la hausse inattendue des inscriptions hebdomadaires au chômage, remontées à leur plus haut niveau depuis neuf mois avec le dépôt de 320 000 nouvelles demandes d'allocations chômage. La baisse plus prononcée que prévu de la productivité au quatrième trimestre 2014 (-2,2%), et le recul de 0,2% des commandes industrielles en janvier aux Etats-Unis ont également semblé passer inaperçus. Pour les investisseurs, la conjoncture américaine ne pourra être déchiffrée qu'avec les chiffres officiels des créations d'emploi mensuelles, attendus vendredi à 13H30 GMT. Mace Blicksilver a estimé que seuls des chiffres décevants auraient un impact sur les marchés boursiers, toutes les bonnes nouvelles ayant déjà été prises en compte dans les valorisations actuelles. En outre il a estimé que les spéculations sur une surévaluation des titres technologiques pourraient peser sur le marché, principalement le Nasdaq. Jeudi l'homme d'affaires et investisseur Mark Cuban a assuré que le secteur de la high tech était en pleine bulle spéculative, d'une ampleur encore plus forte que celle de 2000. La plus grosse capitalisation boursière mondiale, Apple, a reculé de 1,66% à 126,41 dollars, alors que le géant de Cupertino (Californie, ouest) va tenter lundi de séduire en présentant sa montre connectée Apple Watch. Juste avant que la Réserve fédérale (Fed) annonce que les 31 plus grandes banques aux Etats-Unis ont réussi la première étape des tests de résistance, les valeurs bancaires ont eu des performances contrastées: JPMorgan Chase a cédé 0,21% à 62 dollars, et Citigroup 0,20% à 53,56 dollars. En revanche Bank of America a gagné 1,01% à 16 dollars. Le groupe pharmaceutique AbbVie a chuté de 5,66% à 56,86 dollars l'action, après avoir annoncé mercredi soir le rachat du laboratoire Pharmacyclics (+10,30% à 254,22 dollars) pour 21 milliards de dollars. Le marché obligataire a peu évolué. Peu avant 22H00 GMT, le rendement des bons du Trésor à 10 ans baissait à 2,111%, contre 2,112% mercredi soir, et celui à 30 ans montait à 2,721%, contre 2,713% précédemment.

I.A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque du 09 Février 2015

BILLETS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	93.5071	93.5221
EURO	1 EUR	106.1586	106.2037
POUND STERLING	1 GBP	142.7154	142.7600
JAPAN YEN	100 JPY	78.6567	78.6958
SWISS FRANC	100 CHF	10096.8686	10109.4044
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	74.7459	74.7997
DANISH KRONE	100 DKK	1426.2393	1426.6857
SWEDISH KRONA	100 SEK	1118.2117	1118.7657
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1230.0491	1230.7321
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	25.4580	25.4627
SAUDI RIYAL	1 SAR	24.9153	24.9259
KUWAIT DINAR	1 KWD	316.4369	316.7020
TUNISIAN DINAR	1 TND	48.3386	48.8244
MAROCCAN DIRHAM	1 MAD	9.7596	9.8198

Séance de cotation des valeurs mobilières du 28 Janvier 2015

بورصة الجزائر
BOURSE D'ALGER

Alliance Assurance	620,00
EGH El Aurassi	440,00
Saidal	560,00
SPA Dahli	100,00
NCA-Rouiba	375,00

Capitalisation boursière

12 996 345,00

Indice boursier théorique

1 209,918

Séance de cotation des valeurs du Trésor

Rendement maximum 4,79

Rendement minimum 0,00

ÉLEVAGE BOVIN ET PRODUCTION LAITIÈRE

Les agriculteurs déplorent la cherté de l'aliment du bétail

La cherté de l'aliment du bétail et du fourrage constitue une entrave pour le développement de l'élevage bovin et la production laitière, ont déploré, avant-hier à Tizi Ouzou, des agriculteurs activant dans cette filière.



"La cherté de l'aliment du bétail et du fourrage demeure l'un des principaux freins au développement de leur activité", ont estimé, à l'unanimité, des intervenants lors d'une rencontre organisée par la Fédération locale des éleveurs bovins (viande et lait), à la maison de la Culture Mouloud Mammeri, en présence de nombreux agriculteurs de Tizi-Ouzou et des wilayas limitrophes, et du directeur chargé de l'appui aux élevages et à la production laitière au niveau de l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL). Selon Rabah Ouguemat, président de la fédération locale des éleveurs bovins, "les prix trop élevés de l'aliment du bétail n'encouragent pas le développement et la promotion de l'élevage bovin, et donc de la production de lait et de viandes rouges, dont le prix demeure élevé en raison de cette situation". "Souvent endettés, les éleveurs se débattent dans des soucis financiers qui les empêchent d'envisager d'agrandir leur cheptel, acquis, pour la majorité d'entre eux, dans le cadre des dispositifs d'aide à la création d'emplois, pour augmenter la production", a-t-il regretté. De son côté, Yazid Sadaoui, éleveur de la région de Bouzguène, a expliqué à la presse que l'aliment du bétail (mélange énergétique et protéique de céréales, destiné à l'alimentation de la vache laitière et du jeune bovin) coûte 4.000 DA le quintal, une botte de foin est cédée à 1.600 DA, et une botte de paille "jadis utilisée comme litière et aujourd'hui pour nourrir des vaches laitières", déplore-t-il, coûte 1.000 DA. Quant aux fourrages verts, qui tiennent une place prépondérante dans l'alimentation des bovins et notamment de vaches laitières, ils sont quasiment inexistants, a-t-il affirmé. Les éleveurs de bovins et les producteurs de lait présents à cette rencontre, ont souligné leur détermination à "défendre leur activité qui demeure leur gagne-pain et qui représente un savoir-faire local qu'il faudra préserver". Ils ont également déclaré qu'ils étaient convaincus que la politique nationale de développement des économies hors-hydrocarbures "ne saurait ignorer la filière agricole, qui doit constituer le pilier central de cette démarche", précisant que le développement et la promotion de l'agriculture dans le cadre d'une politique encourageant la production nationale, permettraient à l'Algérie de réduire sa facture d'importation des produits alimentaires dont celle de la poudre de lait.

TOUT POUR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DES FOURRAGES

De son côté, le directeur chargé de l'appui aux élevages et à la production laitière au niveau de l'Office national interprofessionnel de lait (ONIL), a souligné que l'augmentation de la production des fourrages est tributaire du développement de l'irrigation. Selon Djamel Nekab, l'agriculture nationale est encore très dépendante des conditions climatiques. "Nous avons une agriculture pluviale et nous subissons les caprices du climat", a-t-il relevé. Des efforts ont été consentis par l'Etat pour augmenter la superficie irriguée, a-t-il souligné, ajoutant qu'il "faudrait absolument produire des fourrages en ayant recours à l'irrigation pour faire face aux aléas du climat". "Cette année, et grâce aux fortes précipitations enregistrées, il y aura moins de problèmes et plus de production laitière", a prévu M. Nekab. "J'espère que nous pourrions tempérer un tant soit peu l'importation de la poudre de lait dont les prix sont en hausse sur le marché international et risquent de grever davantage les ressources du Trésor public", a-t-il ajouté. S'agissant du développement de la production de lait cru au niveau national, le responsable a indiqué que les efforts consentis par l'Etat pour développer la filière lait, ont "porté leurs fruits", car il y a des "résultats probants" qui se traduisent par l'augmentation de la production laitière nationale. Toutefois, a-t-il observé, "la sècheresse handicape énormément cette démarche et engendre des surcoûts au niveau de l'alimentation du cheptel, ce qui grève le budget des éleveurs qui se retrouvent dans des situations délicates". Concernant la wilaya de Tizi-Ouzou, en tête de classement au niveau national, en termes de production et de collecte de lait cru, ce représentant de l'ONIL a salué les efforts, le courage et la ténacité des éleveurs qui "continuent à maintenir cette activité de production laitière, dans un contexte difficile, et dans une région qui présente un véritable handicap de par son relief montagneux". A propos des problèmes soulevés lors de la rencontre des éleveurs, il a précisé que l'installation prochaine du Conseil national interprofessionnel de la filière lait, offrira un cadre pour discuter de ces problèmes en vue de dégager des solutions pour développer la production laitière et aboutir à la substitution progressive du lait produit à partir de la poudre importée par du lait cru de production nationale. "Le maintien de cette activité et la présence de jeunes éleveurs dans cette filière sont un gage d'avenir et de stabilité sociale, mais aussi de maintien d'une activité essentielle, ancrée dans les traditions de la région (Tizi-Ouzou)", a relevé M. Nekab.

Lakhder B.

AÏN DEFLA

La production des viandes blanches en hausse en 2014

La production des viandes a connu une hausse substantielle à Ain Defla passant à 225.858 quintaux en 2014, soit 27.000 q de plus qu'en 2013, a-t-on appris, avant-hier, auprès d'un responsable de la direction locale des services agricoles (DSA). Une progression de 13,61 % a été ainsi enregistrée à la faveur de cette augmentation de production de viandes blanches, a indiqué à la presse Amar Saâdi, chargé du service des statistiques à la même direction, faisant remarquer que la production animale ne constituait pas la vocation première de la wilaya.

La même tendance à l'augmentation est observée dans la filière des œufs, dont la production est passée de 82 millions d'unités en 2013 à 114 millions d'unités en 2014, soit une évolution de 38,13 %, a noté le même responsable. Les différents dispositifs de soutien mis en place par les pouvoirs publics et les investissements lancés dans le domaine de l'aviculture dans les régions de Aïn Soltane, Djellida et Sidi Lakhdar sont à l'origine de cette évolution, a expliqué M. Saâdi.

Mustapha O.

ACTIONS DE REBOISEMENT

Les policiers mettent "la main à la pâte" à El Tarf

Plus de 1.500 arbustes destinés à l'embellissement du cadre de vie et à la préservation de l'environnement sont, depuis quelques jours, en cours de plantation à El Tarf par les éléments de la sûreté de wilaya, a-t-on constaté sur place. Inscrite dans le cadre de l'opération "Quartier propre" initiée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), cette action vise, a indiqué un officier de ce corps constitué, à "inculquer la culture environnementale dans les rangs des policiers, mais également parmi la population pour l'inciter à s'impliquer davantage dans les opérations de préservation du cadre de vie". Devant se poursuivre jusqu'au 21 mars prochain, date de la célébration de la journée internationale de l'arbre, cette campagne comprend, en plus de la mise en terre d'arbustes d'ornement, des actions de nettoyage et d'embellissement des quartiers en prévision du concours du quartier le plus propre. Des "portes ouvertes" mettant en relief les efforts consentis par ce corps constitué dans le cadre de la protection de l'environnement urbain sont organisées dans les locaux des sûretés de daïras. Selon les services de la sûreté de wilaya, les représentants des six quartiers les plus propres du pays seront prochainement honorés par la DGSN.

Samir T.

CHLEF

Production prévisionnelle de 180.000 tonnes d'agrumes

Une production prévisionnelle de 180.000 tonnes d'agrumes (toutes espèces confondues) est attendue à Chlef, au terme de la nouvelle campagne de cueillette, soit en hausse de 20.000 tonnes par rapport à la saison précédente, a-t-on appris auprès de la direction de services agricoles (DSA). Sur cette quantité escomptée, la wilaya a récolté, à ce jour, 74.000 tonnes d'agrumes sur un taux de 70 % de la superficie du verger agrumicole ciblé, estimée à plus de 5.700 ha, dont le rendement a été de 20 t/ha, a indiqué, à l'APS, le chef du service du suivi de la production à la DSA, Abdelkader Abdelli. Une grande partie de la superficie agrumicole de la wilaya est concentrée dans sa partie-Est, notamment les régions de l'Oued Fodda, Ouled Farès et Boukadir réputées pour leurs agrumes de primeur, a signalé ce responsable. Il a souligné que des efforts sont actuellement déployés en vue de l'extension de la surface agrumicole productive, par l'encouragement des agriculteurs à la culture des espèces d'arrière -saison, "en vue d'assurer une disponibilité permanente de ce produit", a -t-il observé. "Un taux de plus de 98% de la production d'agrumes de la wilaya est consommée fraiche (en saison)", a ajouté M .Abdelli, signalant que "la production de dérivés d'agrumes (confiture, jus) est faible à Chlef, eu égard à la quasi- absence d'une industrie de transformation dans ce domaine".

R.N.

Areva confirme une perte colossale et annonce des économies

Areva, acculé avec une perte record en 2014 proche de 5 milliards d'euros, a annoncé hier un vaste plan d'économies et de cessions pour redresser ses comptes mais a remis à la mi-2015 les annonces sur le volet social et son renflouement.



"L'ampleur de la perte nette de l'exercice 2014 illustre le double défi auquel Areva est confronté: stagnation durable des activités nucléaires, manque de compétitivité et difficile gestion des risques inhérents aux grands projets. Le groupe a pris la mesure de la gravité de la situation", a affirmé Philippe Knoche, directeur général du groupe, cité dans un communiqué.

La stratégie de redressement du spécialiste français du nucléaire passera donc par un plan de compétitivité visant à trouver 1 milliard d'euros d'économies d'ici 2017 via "de nouveaux leviers d'achats", "une forte amélioration de la productivité" et "en allégeant les structures et en optimisant les implantations géographiques".

Sur le volet social, le groupe avait prévenu qu'il ne ferait pas d'annonces immédiatement et prévoit d'engager "à partir de la fin du mois de mars" une phase de concertation avec les organisations syndicales sur "un projet d'accord-cadre" relatif à "l'emploi, aux rémunérations et au temps de travail". Areva a aussi un besoin urgent de se renflouer mais n'annoncera un plan de financement 2015-2017 que d'ici à la publication de ses résultats semestriels le 30 juillet.

Ce plan passera notamment par une nette réduction des investissements qui seront ramenés à moins de 3 milliards d'euros d'ici 2017 contre 4,6 milliards entre 2012 et 2014 et un programme de cessions d'actifs supérieur aux 450 millions d'euros annoncés en octobre dernier. Le groupe annonce aussi "la levée de financements bancaires au niveau des actifs industriels" et "des partenariats comportant un volet financier". Prenant note que "les fondamentaux" du marché nucléaire "ont changé au cours des dernières années", Areva prévoit de se "recentrer sur le cœur des procédés nucléaires" tout en conservant son modèle intégré sur toute la chaîne de valeur du secteur avec une priorité donnée à sa présence en Chine. Le groupe souhaite aussi une "refonte" de son partenariat avec EDF, son principal client, axée sur l'achèvement des projets en cours (EPR de Flamanville, EPR d'Hinkley Point au Royaume-Uni), l'optimisation de la gamme de réacteurs développée par les deux groupes français et le "défi de la compétitivité". Cette refonte du partenariat entre les deux groupes pourrait passer par "un rapprochement, y compris capitalistique", dans l'activité réacteurs, l'ingénierie et la maintenance, a indiqué mercredi le ministre de l'Economie Emmanuel Macron dans un entretien au Figaro.

Une recapitalisation publique est à l'inverse "prématurée" a-t-il ajouté.

En 2014, les provisions passées sur les pertes à terminaison de contrats des projets principaux du groupe ont atteint 1,097 milliard d'euros, dont 720 millions pour le seul projet d'EPR finlandais Olkiuloto 3, qui accumule les retards et les dérapages de budget.

Areva, qui avait suspendu à l'automne l'ensemble de ses perspectives financières pour 2015 et 2016, prévoit désormais un cash-flow (flux de trésorerie) net, "hors plan de compétitivité et coûts de mise en œuvre associés", entre -1,7 et -1,3 milliard d'euros. Et il vise un retour au cash-flow net positif en 2018.

IL N'Y AURA PAS DE LICENCIEMENTS, ASSURE REBSAMEN

Le ministre du Travail François Rebsamen a déclaré mercredi ne pas avoir connaissance à ce stade d'un plan de suppression de postes chez Areva, qui a fait état d'une perte record de près de 5 milliards d'euros, soulignant que le cas échéant, il n'y aurait pas de licenciements.

On va suivre ça de près, a dit le ministre sur France Inter, précisant qu'à ce stade aucune suppression de postes n'avait été évoquée notamment lors d'une rencontre lundi avec le dirigeant du groupe nucléaire Philippe Varin en présence du ministre de l'Economie Emmanuel Macron. S'il y avait des suppressions de postes, cela se ferait bien sûr sans licenciements, a-t-il ajouté.

Effectivement, il faut redresser la barre, et retrouver un milliard d'euros d'ici trois ans, a déclaré M. Rebsamen. On va voir comment M. Varin envisage de proposer de redresser Areva, a ajouté le ministre.

Il a précisé que lors de la rencontre de lundi, le responsable d'Areva et les ministres avaient fait le bilan pour voir comment on en était arrivé là, quels étaient les chantiers qui avaient dérapé, quelle était la conjoncture, mais a assuré qu'aucun plan social n'avait été évoqué.

Arab F/Z.

JAPON

Sharp chute encore de 5% après une violente dégradation de sa note

L'action du groupe d'électronique japonais Sharp a encore dévissé de 5% hier à la Bourse de Tokyo au lendemain d'une violente dégradation de sa note par l'agence Standard & Poor's (S&P) sur fond d'informations de risques financiers accrus.

Le titre a fini en recul de 5,30% à 232 yens, après avoir déjà plongé de 9,84% mardi. S&P a baissé de trois crans à CCC+ la note de dette à long terme et d'émetteur de Sharp, qui ne parvient pas à se tirer d'une mauvaise passe et pourrait être forcé d'avoir recours aux banques. Le pionnier des écrans à cristaux liquides (LCD) était déjà relégué en catégorie spéculative mais cette fois il existe une plus grande probabilité qu'il demande le soutien des banques sous la forme d'un échange de créances contre des actifs, une modification d'endettement existante ou bien un abandon de dette, a précisé S&P qui garde l'action sous surveillance avec implication négative.

Nous pourrions encore abaisser de plus d'un cran la note de Sharp si, dans les prochains mois, se profilait une plus grande probabilité d'un soutien bancaire sous une forme que nous jugeons comme étant ce que nous appelons un défaut sélectif, a en outre prévenu S&P.

Nous pensons que les conditions sur les marchés financiers pour Sharp peuvent se détériorer davantage, a ajouté l'agence.

Les pertes du spécialiste des LCD risquent d'être pires que celles prévues actuellement pour l'exercice qui s'achèvera à la fin du mois, avait expliqué mardi le quotidien économique Nikkei.

Sharp s'apprêterait à solliciter les méga-banques Mizuho et Mitsubishi Tokyo UFJ pour obtenir un apport de fond dans le cadre d'un schéma d'échange de créances contre des actifs, et espère recueillir de la sorte 150 milliards de yens (1,1 milliard d'euros).

En clair, Sharp obtiendrait ces fonds contre des actions préférentielles accordées à ces établissements.

Dans un communiqué publié mercredi, Standard & Poor's a décidé de laisser inchangées les notes des deux banques nippones, estimant tout à fait gérable l'impact des coûts associés à une telle aide. Parallèlement, Sharp souhaiterait également approcher des groupes d'électronique clients, comme le sud-coréen Samsung, déjà présent dans son tour de table, pour qu'ils prennent part à une augmentation de capital de l'ordre de 30 milliards de yens.

Avec cet argent, Sharp entend, selon le Nikkei, lancer un nouveau plan de restructuration encore à l'étude et qui pourrait comprendre notamment la fermeture d'usines de composants au Japon, la cession de sites d'assemblage de TV aux Etats-Unis et au Mexique et une réduction de voilure dans des pays d'Asie (hors Chine et Japon), ainsi qu'un arrêt de production de cellules solaires et la vente de propriétés.

K.H.

ITALIE

Newron boucle l'exercice 2014 sur une perte nette

Newron Pharmaceuticals a creusé ses pertes en 2014. La société italienne cotée à la Bourse SIX a bouclé l'exercice sur une perte nette de 10,10 millions d'euros, en hausse de 42%, indiquait-elle hier. Newron explique ce résultat par la diminution des revenus de licence ainsi que l'augmentation des investissements dans des projets de recherche et développement (R&D) à 6 millions d'euros (+32%).

Les liquidités sont ressorties en hausse de 40%, à 25,7 millions d'euros, et garantissent le financement des activités de la société au moins jusqu'au deuxième semestre 2016. La perte par action s'est creusée de 29%, à 0,80 euro.

Les revenus de licence de 1,3 million d'euros, contre 3,2 mio sur l'exercice précédent, correspondent au paiement d'étape reçu de son partenaire Zambon lors du dépôt de la demande d'homologation de Xadago (Safinamide) aux Etats-Unis, ainsi qu'un paiement initial dans le cadre des accords d'exclusivité et de collaboration avec Zambon, précise le communiqué.

Newron entend proposer à l'assemblée générale du 24 mars prochain une augmentation du capital-actions de 260 850 euros au maximum, hors droits d'option, correspondant à un maximum de 1 304 250 d'actions nominatives ordinaires, ainsi qu'une augmentation de 80 000 euros au maximum, réparties en 400 000 actions au maximum, d'une valeur nominale de 0,20 euro chacune.

SAFINAMIDE DANS LES STARTING-BLOCKS

Newron a annoncé lundi avoir obtenu de la Commission européenne l'autorisation de commercialisation de Xadago (Safinamide) pour le traitement de la maladie de Parkinson idiopathique (PD) à un stade moyen ou avancé. Xadago pourra être utilisé en combinaison avec Levodopa, seul ou avec d'autres substances, dans les 28 États membres de l'UE, ainsi qu'en Islande, au Liechtenstein et en Norvège.

"Nous attendons désormais avec impatience le début de la commercialisation de notre première substance homologuée par notre partenaire Zambon", s'est réjoui le directeur général (CEO) de Newron, Stefan Weber, cité dans le communiqué.

Newron indique par ailleurs des avancées concernant d'autres produits candidats, comme l'inhibiteur de canaux sodique voltage-dépendants NW-3509, dont le potentiel pour une utilisation thérapeutique contre la schizophrénie a été démontré. La société pharmaceutique a également préparé des tests cliniques pour des substances destinées au traitement de maladies rares (syndrome de Rett, sclérose latérale amyotrophique et maladie de Parkinson).

Pour l'exercice en cours, la société pharmaceutique a bon espoir de voir aboutir la demande d'homologation pour Safinamide qu'elle a déposée auprès des autorités sanitaires américaines (FDA) et suisses (Swissmedic). Elle entend par ailleurs poursuivre ses activités R&D et espère étoffer son portefeuille de produits en 2015. Une conférence d'analystes est prévue à 10h15.

Karim H.

LIBYE

Réunion au Maroc en vue d'un gouvernement d'unité nationale

Des membres des deux Parlements rivaux libyens ont repris jeudi des discussions indirectes au Maroc, avec l'espoir de former à terme un gouvernement d'unité nationale dans le pays, en proie au chaos.

Cette rencontre, qui se tient à Skhirat, station balnéaire proche de Rabat, se déroule dans un état d'esprit positif et constructif, a déclaré devant la presse l'émissaire de l'ONU en Libye, Bernardino Leon, qui tente depuis des semaines de rapprocher les deux parties. Elle s'est poursuivie hier.

Les deux parties sont pleinement conscientes de l'urgence de la situation, a-t-il poursuivi en référence aux membres du Congrès général national (CGN), le Parlement sortant que le gouvernement autoproclamé de Tripoli a réhabilité, et au Parlement reconnu par la communauté internationale, qui siège à Tobrouk (est) depuis la prise de la capitale par Fajr Libya, une coalition de milices.

Les deux délégations se trouvent dans des salles différentes et M. Leon effectue la navette. Plusieurs ambassadeurs de l'Union européenne sont par ailleurs présents, en tant qu'observateurs.

Samir Ghattas, un porte-parole de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul), a affirmé que la rencontre devait aborder prioritairement l'aspect sécuritaire.

L'arrêt des combats préparera le climat à la désignation de la personnalité qui va conduire le gouvernement d'unité nationale, ses adjoints et les membres du gouvernement, ce qui va faciliter les consultations pour l'élaboration de la Constitution, a-t-il ajouté.



Livrée aux milices depuis la chute du colonel Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est le théâtre de combats entre les différentes milices mais aussi entre des milices et les forces pro-gouvernementales.

Toutes les parties sont (...) déterminées à trouver une solution définitive, a déclaré Morsi El Kouani, un député du Parlement siégeant à Tobrouk.

Il y a des forces à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye qui cherchent à faire échouer le dialogue, mais nous sommes déterminés à réussir, a déclaré pour sa part un ancien membre du CGN.

Des représentants des deux Parlements avaient déjà tenu le 11 février à Ghadamès, dans le sud libyen, des discussions indirectes sous l'égide de l'ONU, les premières du genre depuis le lancement du dialogue national fin septembre 2014.

Outre les violences impliquant les milices et les forces gouvernementales, la Libye est le théâtre depuis plusieurs semaines d'une série d'attaques revendiquées ou attribuées au groupe Etat islamique (EI), qui contrôle des pans entiers de territoire en Syrie et en Irak.

Le gouvernement libyen reconnu a de nouveau demandé mercredi au Conseil de sécurité de l'ONU d'assouplir l'embargo sur les armes afin de lui permettre de mieux lutter contre les djihadistes.

Selon des diplomates, les membres du Conseil de sécurité sont réticents à lever l'embargo, de peur que les armes livrées ne tombent entre de mauvaises mains, mais ils n'excluent pas un certain assouplissement des conditions d'exemption. Ils souhaitent cependant que soit d'abord constitué un gouvernement d'union nationale. La solution n'est pas de fournir plus d'armes car il y en a assez sur le terrain, a toutefois indiqué Christian Mokh, ambassadeur d'Allemagne en Libye, également présent à la rencontre en tant qu'observateur.

… Le gouvernement presse l'ONU d'assouplir l'embargo sur les armes

Le gouvernement libyen a de nouveau demandé instamment au Conseil de sécurité d'assouplir l'embargo sur les armes en Libye afin de lui permettre de mieux lutter contre les groupes djihadistes.

Selon l'ambassadeur libyen à l'ONU Ibrahim Dabbashi, qui intervenait devant le Conseil, le gouvernement internationalement reconnu a présenté une nouvelle demande d'exemption à cet embargo. Il s'agit, a-t-il précisé, de renforcer la capacité de l'armée de l'air libyenne de surveiller le territoire et les frontières du pays afin d'empêcher les terroristes d'atteindre les champs et les installations pétrolifères.

Il a fait valoir que le gouvernement avait renforcé les contrôles afin d'éviter tout détournement de ces armes. Les demandes d'exemption doivent passer par un Comité des sanctions qui dépend du Conseil. Selon des documents, les demandes libyennes d'exemption ont été adressées le 15 décembre et le 26 février au Comité. La première concerne une commande à l'Ukraine pour six hélicoptères d'attaque et leurs munitions, 150 chars T-72 et une trentaine d'avions de chasse Sukhoi et MIGs. La seconde porte sur du matériel de provenance tchèque et serbe (notamment des dizaines de milliers de fusils d'assaut et de mortiers et leurs munitions). Les membres du Conseil se sont donné jusqu'à lundi pour prendre une décision.

Nous verrons dans les prochains jours si les membres de ce Conseil ont vraiment le souci de la sécurité et de la stabilité de la Libye et de toute la région, a déclaré l'ambassadeur libyen devant le Conseil. Selon des diplomates, les membres du Conseil sont réticents à lever l'embargo, de peur que les armes livrées ne tombent entre de mauvaises mains, mais ils n'excluent pas un certain assouplissement des conditions d'exemption. Ils souhaitent cependant que soit d'abord constitué en Libye un gouvernement d'union nationale par le biais d'un dialogue politique. Pour l'ambassadeur libyen, la lutte contre le terrorisme ne doit pas être l'otage du dialogue politique mais les deux doivent être menés en parallèle. On ne peut pas empêcher le gouvernement de se procurer les armes et équipements militaires nécessaires pour renforcer l'armée et en même temps critiquer ce même gouvernement pour ne pas être capable d'assurer la sécurité, de contrôler les frontières et de prévenir la prolifération des armes, a-t-il encore souligné. Livrée aux milices, la Libye est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, l'un proche de Fajr Libya qui contrôle la capitale Tripoli, et l'autre reconnu par la communauté internationale qui siège à Tobrouk (est). S'exprimant devant le Conseil par vidéoconférence, l'émissaire de l'ONU en Libye Bernardino Leon avait auparavant réclamé une stratégie claire pour soutenir l'Etat libyen et les efforts d'un gouvernement d'union nationale dans la lutte contre la menace croissante du terrorisme. Il a évoqué les inquiétudes grandissantes en Libye devant ce qui est perçu comme un danger réel et imminent pour la sécurité du pays de la part de groupes extrémistes comme le groupe Etat islamique. Une fois constitué un gouvernement d'union, a-t-il ajouté, il faudra aussi une stratégie claire pour (lui) livrer une aide technique.

M. Leon doit présider jeudi au Maroc une nouvelle session de dialogue entre les deux parlements rivaux.

Cette réunion, a-t-il expliqué, permettra de discuter de propositions portant sur trois points: la formation d'un gouvernement d'union nationale, des arrangements de sécurité en vue d'un cessez-le-feu global et la rédaction de la Constitution.

… Production incertaine sur 11 champs pétroliers après des attaques

La Compagnie nationale libyenne de pétrole (NOC) a déclaré mercredi l'état de force majeure dans 11 champs pétroliers du centre du pays, après la multiplication des attaques contre les sites de cette région qui rendent la production incertaine.

L'état de force majeure, invoqué dans des circonstances exceptionnelles, permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

La NOC a évoqué dans un communiqué les attaques perpétrées ces derniers jours notamment contre les champs d'Al-Mabrouk et Al-Bahi.

Des gardes des installations pétrolières ont annoncé mardi que des islamistes radicaux s'étaient emparés de ces deux champs situés à quelque 200 km au sud de Syrte (environ 500 km à l'est de Tripoli).

La NOC a indiqué qu'elle était obligée de déclarer dans l'urgence l'état de force majeure sur 11 champs pétroliers: Al-Mabrouk, Al-Bahi, Al-Dahra, Al-Joufra, Tibesti, Al-Ghani, Al-Samah, Al-Baïda, Al-Waha, Al-Dafa, Al-Naqa et toutes les stations liées à ces champs.

Elle a menacé par ailleurs de fermer tous les champs et ports pétroliers du pays si la sécurité ne s'améliorait pas sur les sites.

Les sites d'Al-Mabrouk et Al-Bahi sont à l'arrêt depuis plusieurs semaines en raison des violences et du fonctionnement ralenti des terminaux d'exportation.

Le personnel des deux sites a été évacué après une première attaque début février qui avait fait au moins 11 morts. Cette attaque, qui n'avait pas été revendiquée, avait déjà été attribuée par les gardes à des islamistes radicaux.

Le champ d'Al-Mabrouk est exploité par une coentreprise dirigée par la NOC, dans laquelle le groupe français Total détient des parts.

Depuis plusieurs semaines, la Libye est le théâtre d'une série d'attaques revendiquées ou attribuées au groupe djihadiste Etat islamique (EI), qui contrôle des pans entiers de territoire en Syrie et en Irak.

L'industrie pétrolière libyenne, autrefois lucrative, est durement affectée par l'anarchie dans le pays. Avant la révolte de 2011 qui a renversé le régime de Mouammar Kadhafi, la production s'élevait à plus de 1,5 million de barils par jour, représentant 95% des exportations du pays et 75% de ses revenus.

Elle est tombée à quelque 350 000 barils par jour en décembre après que Fajr Libya, une coalition de milices notamment islamistes, a lancé une offensive pour s'emparer de terminaux pétroliers dans l'Est libyen. Cet assaut, qui avait provoqué des incendies dans des réservoirs pétroliers au terminal d'Al-Sedra, avait été repoussé par l'armée.

Fajr Libya a pris le contrôle de Tripoli en août 2014 et y a installé un gouvernement parallèle et réactivé le Parlement sortant, le Congrès général national (CGN).

Depuis, la Libye est dirigée par deux Parlements et deux gouvernements rivaux, dont un, reconnu par la communauté internationale, siège à Tobrouk (est).

USA

L'hiver pourrait ralentir les créations d'emplois en février

Le rythme de créations d'emplois aux Etats-Unis devrait ralentir un peu en février à cause de l'hiver mais rester solide, estiment les analystes avant la publication des chiffres officiels.



La prévision médiane des analystes est de 240 000 créations d'emplois en février contre 257 000 en janvier après le rythme élevé des mois précédents (336 000 en moyenne mensuelle sur les trois derniers mois). Malgré ce léger ralentissement des nouvelles embauches, les économistes tablent sur un recul d'un dixième de point du taux de chômage qui devrait ainsi retomber à 5,6%, un plus bas depuis juin 2008. Il avait déjà atteint ce niveau en décembre. Il est fréquent que les chiffres des créations d'emplois et le taux de chômage divergent légèrement car ils se basent sur deux enquêtes séparées. Les chiffres de l'emploi de vendredi sont très attendus par les marchés financiers car ils sont publiés à moins de deux semaines d'une réunion clé du Comité de politique monétaire (FOMC) de la Réserve fédérale, les 17 et 18 mars. La Fed se trouve à la croisée des chemins et envisage de relever cette année ses taux d'intérêt pour la première fois en une décennie. Au cours de la réunion de mars, il est possible que le FOMC cesse d'indiquer qu'il sera "patient" sur les taux, un signal qu'une hausse peut intervenir à partir de juin. "Le rapport sur l'emploi de février est l'ultime test indiquant si la Fed va rester patiente", a résumé Brett Ryan, économiste de Deutsche Bank dans une note.

PROGRÈS CONSIDÉRABLES

La présidente de la Fed Janet Yellen a salué les "progrès considérables de l'emploi" devant le Congrès la semaine dernière mais elle a souligné que la faible augmentation des salaires prouvait que "la reprise du marché du travail n'était pas tout à fait complète". Actuellement à 5,7% (janvier), le taux de chômage a perdu un point de pourcentage en un an et deux points depuis février 2013. Un responsable de la Fed, Charles Evans, de l'antenne régionale de Chicago, nouveau membre votant du Comité monétaire, a quant à lui affirmé mercredi que la Fed devrait "rester patiente avant de relever les taux". Ce responsable, connu pour pencher du côté des "colombes", partisan d'une politique monétaire accommodante, estime que vu "l'inflation inconfortablement basse et l'environnement économique global incertain, il y a peu d'avantages à relever les taux prématurément". Il plaide pour attendre jusqu'à 2016 pour resserrer le crédit alors que les taux d'intérêt sont maintenus proches de zéro depuis fin 2008. Les marchés et la Fed observeront aussi avec intérêt la hausse du salaire horaire pour discerner si celle-ci accélère enfin. Mais les prévisions des économistes ne misent que sur une progression de 0,2% après +0,5% le mois d'avant.

Les tempêtes hivernales de février et peut-être un ralentissement des embauches dans le secteur pétrolier dû à l'effondrement des prix du brut risquent d'affecter légèrement les chiffres du mois dernier, notent des analystes. Mais l'impact de la météo jusqu'ici est sans comparaison cette année avec l'hiver 2014 où les tempêtes à répétition avaient carrément fait reculer le PIB au premier trimestre.

L'enquête mensuelle de la société de services informatiques ADP sur le secteur privé seul a fait état mercredi de 212 000 nouvelles embauches, soit 38 000 de moins qu'en janvier.

Pour Mark Zandi, l'économiste de Moody's Analytics, qui compile les statistiques des fiches de paie d'ADP, "la croissance des emplois demeure forte". "Les nouvelles embauches sont largement réparties à travers plusieurs secteurs bien que la chute des prix du pétrole ait commencé à peser sur l'emploi dans le secteur de l'énergie", a noté cet économiste.

Il estime que le marché du travail américain atteindra son taux maximum naturel d'emplois d'ici le milieu de 2016 si ce rythme d'embauches se poursuit.

RALENTISSEMENT DES CRÉATIONS D'EMPLOIS DANS LE PRIVÉ

Les créations d'emplois aux Etats-Unis ont ralenti dans le secteur privé en février, selon l'enquête mensuelle publiée par la société de services informatiques aux entreprises ADP. Le nombre des embauches s'est établi à 212 000 alors que les analystes tablaient sur 220 000 créations d'emplois. Mais le chiffre du mois de janvier a considérablement été relevé à la hausse à 250 000 contre 213 000 pour la première estimation. "Même si les gains d'emplois en février sont moins forts que pendant les mois précédents, la tendance à une croissance solide des embauches au-dessus de 200 000 se poursuit", a affirmé Carlos Rodriguez, P-DG d'ADP. "Ce qui est aussi encourageant, c'est que les créations d'emplois se sont réparties dans un large éventail d'industries clé", a-t-il ajouté. Pour Mark Zandi, l'économiste de Moody's Analytics, qui compile les statistiques des fiches de paie d'ADP, "la croissance des emplois est forte mais elle ralentit par rapport au rythme torride des derniers mois".

"Les nouvelles embauches sont vastement réparties à travers plusieurs secteurs bien que la chute des prix du pétrole ait commencé à peser sur l'emploi dans le secteur de l'énergie", a noté cet économiste.

Il estime que le marché du travail américain atteindra son taux maximum naturel d'emplois d'ici le milieu de 2016 si ce rythme d'embauches se poursuit.

Selon ADP, le secteur des services a encore une fois été de loin le premier pourvoyeur d'emplois avec 181 000 créations de postes, en recul par rapport à janvier (206 000). Le secteur de la production de biens n'a gagné que 31 000 nouveaux postes.

Les services aux entreprises sont les plus dynamiques (34 000), suivis par le commerce et les transports (31 000) qui a toutefois fort décliné par rapport à janvier (50 000) marquant sans doute les conséquences de la grève des ports sur la côte ouest.

Fait notable, les services financiers ont ajouté davantage d'emplois (20 000) que le mois précédent (15 000) connaissant la plus forte hausse pour ce secteur depuis le pic des achats et prêts immobiliers en mars 2006.

Par taille d'entreprises, ce sont une fois de plus les petites entreprises qui ont créé le plus d'emplois (94 000), suivies par les entreprises de taille moyenne (63 000) et les grandes firmes de plus de 500 salariés (56 000).

Mustapha S.

ZONE EURO

La BCE optimiste concernant ses rachats d'actifs, ferme sur la Grèce

La Banque centrale européenne (BCE) s'est montrée optimiste, jeudi, concernant les bienfaits de son nouveau programme de rachat de dettes, tout en maintenant un discours de fermeté vis-à-vis de la Grèce.

Fin janvier, l'institution monétaire de Francfort avait annoncé la mise en œuvre d'un vaste programme de rachats de dettes publiques et privées pour plus de 1 000 milliards d'euros d'ici septembre 2016, sur le modèle de la Banque d'Angleterre ou la Réserve fédérale, afin de relancer la très faible dynamique des prix en zone euro.

Cette opération dite "d'assouplissement quantitatif", "QE" selon son acronyme anglo-saxon, doit débuter lundi au rythme de 60 milliards d'achats par mois, a annoncé lors d'une conférence de presse le président de l'institution Mario Draghi, à l'issue de la réunion de politique monétaire de son conseil des gouverneurs, organisée cette fois-ci à Chypre.

L'Italien en a profité pour dévoiler quelques détails. La BCE est prête à acheter des obligations souveraines à taux négatif, mais pas au-delà du taux qu'elle-même applique aux dépôts des banques chez elle (-0,2%). Elle achètera par ailleurs des obligations émises par des institutions internationales et supranationales - l'Union européenne, ou encore la Banque européenne d'investissement par exemple - si les titres émis par les Etats membres de la zone euro venaient à manquer.

DÉJÀ DES EFFETS POSITIFS

"Certaines personnes s'inquiètent du fait que nous pourrions ne pas réussir à acquérir assez d'obligations", mais M. Draghi juge ces craintes infondées.

"Nous voyons déjà un nombre significatif d'effets positifs liés à cette décision monétaire", s'est en outre félicité l'Italien, citant une embellie des conditions de financement au sein de la zone euro pour les entreprises et les ménages.

Les mesures annoncées par la BCE vont profiter à la croissance et "contribuer à ramener l'inflation vers un niveau inférieur mais proche de 2%", l'objectif de la BCE en terme de hausse des prix, a ajouté M. Draghi.

Cet optimisme, qui tranche avec la tonalité inquiète des derniers mois, se reflète dans les nouvelles projections économiques pour la zone euro publiées jeudi par la banque centrale. La BCE attend dorénavant une croissance du Produit intérieur brut (PIB) de 1,5% cette année et de 1,9% l'an prochain, contre des précédentes estimations de 1% et 1,5%. Elle table par ailleurs sur une hausse de 2,1% pour 2017.

La prévision d'inflation en zone euro a été abaissée pour 2015, chute des cours du pétrole oblige, mais relevée pour 2016. En 2017, la hausse des prix devrait atteindre 1,8%, en gros le niveau visé par la BCE.

Ces projections ne faisaient toutefois pas l'unanimité parmi les analystes. Elles "sont basées sur une hypothèse bien trop optimiste de succès du programme de rachat de dettes. Les risques pour l'économie de la zone euro restent élevés", jugeait Marcel Fratzscher, chef de l'institut économique allemand DIW.

"C'est comme si la BCE était elle-même un peu enivrée par l'annonce de son QE", renchérit Carsten Brzeski, économiste chez ING.

FERMETÉ SUR LA GRÈCE

La traditionnelle séance de questions-réponses entre M. Draghi et les journalistes a été largement consacrée au cas grec. L'Italien a souligné que le pays ne serait pas éligible pour le moment aux rachats d'actifs dans le cadre du "QE". Cela pourra être le cas quand la Grèce aura remboursé des obligations détenues par la BCE et qui arrivent à échéance en juillet, faisant repasser la proportion de sa dette souveraine détenue par la BCE sous le seuil de 33%. Comme beaucoup s'y attendaient, le banquier central a maintenu un discours de fermeté vis-à-vis du pays. La BCE restaurera un régime permettant aux banques grecques de se refinancer auprès d'elle, a-t-il affirmé, à condition toutefois qu'Athènes mette en œuvre les réformes promises en échange du soutien financier de ses partenaires européens. Pour l'heure, ces conditions ne sont pas réunies, a martelé M. Draghi, rappelant que la BCE était "une institution fondée sur des règles".

"Le gouvernement œuvre pour matérialiser" ses promesses de réformes, a réagi sobrement le gouvernement grec à Athènes.

Kamel A.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Fermeté américaine pour arriver à un bon accord

Tout accord avec l'Iran sur son programme nucléaire doit être en mesure de recevoir l'approbation de la communauté internationale, a assuré mercredi le secrétaire d'État américain, John Kerry, après trois jours de négociations difficiles avec les Iraniens.



L'objectif n'est pas d'obtenir n'importe quel accord, c'est d'obtenir le bon accord, capable de résister à un examen minutieux par la communauté internationale, a déclaré à la presse M. Kerry au terme de trois jours de discussions à Montreux en Suisse avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif. Depuis le début, ces négociations sont difficiles et intenses, c'est toujours le cas mais nous avons accompli des progrès et des choix importants doivent être faits, selon M. Kerry. Il prévoit pour un tel accord un examen par des experts partout dans le monde, un examen par les autres gouvernements, un examen par le Congrès des États-Unis, un examen par les pays de la région qui sont concernés. Pour sa part M. Zarif, cité par l'agence de presse iranienne Isna, a invité les pays occidentaux, en particulier les Etats-Unis, à choisir entre un accord nucléaire et la poursuite des sanctions. Si l'Occident veut vraiment un accord sur le programme nucléaire de l'Iran, il n'y a pas besoin de continuer les sanctions, a-t-il estimé tout en se montrant optimiste car, selon lui, malgré l'existence de différences, il n'y a pas beaucoup de chemin jusqu'à un accord final. Auparavant, il a fait état à télévision iranienne de progrès sur l'usine d'enrichissement de Fordo, deuxième plus grand site d'enrichissement d'uranium de l'Iran, et sur la recherche et le développement dans le domaine nucléaire.

RÉPONSE À NETANYAHU

Nous n'allons pas être distraits par des facteurs externes et politiques, nous allons continuer à être guidés par nos experts, nos scientifiques, nos intérêts nationaux et ceux de nos partenaires et alliés, a également indiqué M. Zarif dans une sorte de réponse aux critiques exprimées mardi à Washington par le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. En ce qui concerne toutes les objections que des pays ont quant aux activités iraniennes dans la région (...) le premier pas consiste à empêcher l'Iran de parvenir à une arme nucléaire. Sans accord, l'Iran aura la capacité d'aller de l'avant avec son programme nucléaire, nous en sommes sûrs, a ajouté M. Kerry, qui s'est ensuite rendu en Arabie saoudite. A Riyad, il rencontrera les chefs de la diplomatie des pays du Conseil de Coopération du Golfe ainsi que le nouveau roi saoudien Salman pour les rassurer. Car le rapprochement entre Washington et Téhéran, après plus de 30 ans de confrontation, inquiète Israël mais aussi les alliés des Américains dans le Golfe, qui craignent l'expansionnisme iranien. A Washington, la porte-parole de la diplomatie américaine, Marie Harf, a tenu à rassurer: " Nous ne lions pas (...) la réussite d'un accord nucléaire à un réchauffement plus large des relations parce qu'un rapprochement laisserait penser à un réchauffement des liens qui ferait fi des graves inquiétudes que nous avons sur les droits de l'Homme, le terrorisme, la Syrie, le Hezbollah. " Samedi, M. Kerry est attendu à Paris pour y rencontrer ses homologues britannique, français et allemand. Les prochains entretiens bilatéraux entre Américains et Iraniens auront lieu le 15 mars, probablement à Genève.

ECHÉANCES FIN MARS ET FIN JUIN

Ces pourparlers doivent déboucher sur un règlement politique d'ici au 31 mars, puis à un texte technique complet d'ici au 30 juin/1er juillet, garantissant la nature pacifique et uniquement civile du programme nucléaire iranien en échange d'une levée des sanctions internationales. Les directeurs politiques des grandes puissances du groupe 5+1 (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) et de la République islamique se retrouvent, eux, jeudi à Montreux pour faire le point sur ces trois jours de négociations. Alors que Benjamin Netanyahu répétait dans un discours mardi devant le Congrès à Washington, qu'un accord avec l'Iran ne l'empêchera pas de produire des bombes atomiques, le président américain, Barack Obama, en froid avec lui, a jugé que ce discours n'offrait aucune alternative viable. Pour le président iranien, Hassan Rouhani, cité par l'agence Irna, le régime israélien qui est lui-même le plus criminel et (...) terroriste prétend parler de paix et de dangers futurs alors qu'il est lui-même la source du principal danger pour la région. La menace du groupe État islamique (EI) a compliqué la donne au Moyen-Orient, l'Iran chiite jouant un rôle de plus en plus important dans la lutte contre ces extrémistes sunnites. Le général Martin Dempsey, plus haut gradé américain, a reconnu mardi que l'aide de l'Iran à l'offensive irakienne en cours pour reprendre Tikrit pourrait être positive, si la situation ne dégénère pas en tensions interconfessionnelles avec les sunnites.

RASSURER LES MONARCHIES DU GOLFE SUR L'IRAN

John Kerry a rencontré jeudi le roi d'Arabie saoudite et les chefs de la diplomatie des monarchies du Golfe pour les informer de l'avancée des négociations sur le programme nucléaire iranien. Il a tenté de les rassurer sur le fait qu'un éventuel accord n'irait pas à l'encontre de leurs intérêts. Le chef de la diplomatie américaine est arrivé à Riyad après trois jours de discussions avec son homologue iranien Mohammad Jawad Zarif à Montreux. Il avait fait état de "progrès", sans percée décisive.

L'Iran et l'Arabie saoudite, en particulier, sont déjà en conflit par procuration en Syrie, en Irak, au Bahreïn, au Liban et au Yémen. Le gouvernement irakien, qui est proche de l'Iran, s'est dit confiant sur l'issue des négociations.

Nawal Z.

IRAK

Les vestiges antiques de Nimrud détruits par l'EI

Des djihadistes du groupe Etat islamique ont pillé et détruit les vestiges de la cité assyrienne de Nimrud, située dans le nord de l'Irak. Cette destruction au bulldozer survient une semaine après celles de statues et monuments exposés dans le musée de Mossoul et datant elles aussi de l'ère assyrienne. "Les membres de l'Etat islamique sont venus sur le site archéologique de Nimrud et ils y ont pillé les objets de valeur avant de raser le site", a dit une source tribale habitant près de Mossoul. "Il y avait des statues et des murs ainsi qu'un château que l'Etat islamique a intégralement détruit." Le ministère irakien du Tourisme et des Antiquités a confirmé l'information. Il a accusé l'Etat islamique de vouloir défier le monde en se livrant à ce saccage. "Ils ont attaqué l'antique cité de Nimrud, l'ont rasée et se sont approprié des objets archéologiques vieux de 13 siècles avant Jésus-Christ", dit le communiqué du ministère publié jeudi. Un responsable des Antiquités a confirmé ces informations, précisant que les opérations de destruction avaient commencé jeudi après les prières de la mi-journée. Des camions, qui ont pu être utilisés pour dérober des pièces archéologiques, ont par ailleurs été aperçus sur le site, a-t-il ajouté. Jusqu'à présent, nous ne pouvons pas mesurer l'ampleur des dégâts, a dit ce responsable sous couvert d'anonymat. Nimroud, une cité fondée au 13e siècle avant J.-C., est située sur les rives du Tigre à quelque 30 km au sud-est de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, contrôlée par l'EI depuis juin dernier. Dans une vidéo mise en ligne il y a juste une semaine, les djihadistes ont réduit en miettes des statues, frises et autres trésors préislamiques du musée de Mossoul, un acte dénoncé par la communauté internationale. Après ces destructions, des archéologues ont fait part de leur crainte de voir l'EI s'en prendre à d'autres sites historiques dans les régions sous leur contrôle en Irak, citant notamment la ville de Nimroud et celle de Hatra, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

Hatra évidemment sera la prochaine cible (...) c'est seulement une question de temps, a estimé Abdelamir Hamdani, un archéologue irakien de l'Université Stony Brook à New York, bouleversé par l'annonce des destructions à Nimroud. Je suis désolé de le dire, mais tout le monde s'y attendait. Le dessein des djihadistes est de détruire le patrimoine irakien, site après site, s'est-il alarmé. Les djihadistes estiment que les statues ou les tombes favorisent l'idolâtrie. Cet avis est extrêmement marginal, même chez les religieux les plus traditionnels, pour qui ce qui pouvait être considéré comme une idole du temps du prophète Mahomet, fait désormais partie du patrimoine.

L'UNESCO DÉNONCE UN CRIME DE GUERRE ET SAISIT L'ONU

L'Unesco a dénoncé hier la destruction au bulldozer par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) de la cité historique de Nimroud, joyau archéologique du nord de l'Irak, l'assimilant à un crime de guerre et annoncé avoir saisi l'ONU.

Nous ne pouvons pas rester silencieux. La destruction délibérée du patrimoine culturel constitue un crime de guerre, et j'en appelle à tous les responsables politiques et religieux de la région à se lever contre cette nouvelle barbarie, a écrit dans un communiqué la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova. Mme Bokova a indiqué avoir saisi le président du Conseil de sécurité des Nations unies, et la procureure de la Cour Pénale Internationale sur ce sujet, et appelé l'ensemble de la communauté internationale à unir ses efforts pour stopper cette catastrophe. Selon elle, le nettoyage culturel qui sévit en Irak n'épargne rien ni personne: il vise les vies humaines, les minorités et s'accompagne de la destruction systématique du patrimoine millénaire de l'humanité.

Ikram A.

… L'EI incendie un site pétrolier près de Tikrit

Les djihadistes de l'EI ont incendié des puits du gisement pétrolier d'Adjil, à l'est de la ville de Tikrit. Ils cherchent ainsi à se protéger des frappes aériennes qui visent à les déloger de ce secteur, a indiqué jeudi l'armée irakienne. Les forces armées de Baghdad ont lancé une vaste offensive pour reprendre à l'EI la ville natale de l'ancien dictateur Saddam Hussein. L'armée irakienne est appuyée par des miliciens chiites coordonnés au moins en partie par des officiers iraniens, dont Kassem Soleimani, le chef de la force d'élite iranienne "Al Qods". La coalition internationale formée par les Etats-Unis est en revanche restée en retrait depuis le début de l'offensive, gênée par la présence iranienne sur le terrain. Cette question a été évoquée par le vice-président américain Joe Biden lors d'une conversation téléphonique avec le Premier ministre irakien Haïder al Abadi, mercredi, a indiqué la Maison-B lanche. "Nous avons dit depuis le début que les Etats-Unis ne se coordonneraient pas militairement avec les Iraniens", a insisté le porte-parole de Barack Obama, Josh Earnest.

MINES, TIREURS EMBUSQUÉS...

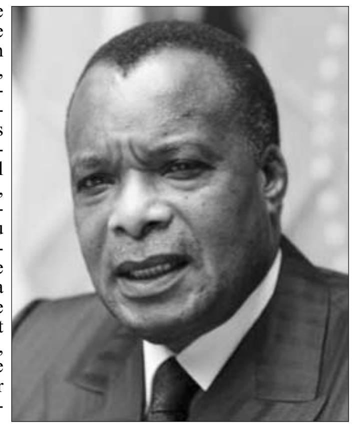
Les forces gouvernementales tentent de progresser à l'est de Tikrit, où se trouve le champ pétrolier d'Adjil, qui produisait, avant sa prise par les djihadistes en juin dernier, 25'000 barils de pétrole par jour, ainsi que du gaz naturel destiné à la centrale électrique de Kirkouk. Pour ralentir leur avancée, l'EI a incendié plusieurs puits mercredi après-midi, ont dit ces sources. Le gisement pétrolier d'Adjil est situé à environ 35 kilomètres au nord-est de Tikrit, ville majoritairement sunnite. Les mines dissimulées au bord des routes, les tireurs embusqués et les attentats-suicide compliquent aussi la tâche des soldats irakiens et des miliciens de l'organisation Badr, soutenue par l'Iran, qui longent le Tigre au nord et au sud de la ville.

Un responsable de la police de la province de Salaheddine, dont Tikrit est la capitale, a indiqué qu'un convoi de huit véhicules de l'EI avait attaqué les forces gouvernementales jeudi à l'aube près d'Al Alam, également au nord-est de la ville. Quatre insurgés ont été tués et deux véhicules détruits, selon lui.

I.A.

CONGO

Une société de négoce, liée au fils du président Sassou, détourne des revenus du pétrole



Une petite société de négoce à un seul actionnaire, Philia, liée à la raffinerie publique congolaise dirigée par le fils du président congolais, Denis Christel Sassou Nguesso, détourne de substantiels revenus du pétrole du Congo-Brazzaville, affirme une ONG suisse, La Déclaration de Berne (DB). Dans un rapport publié début mars, cette ONG, réputée pour ses enquêtes sur la corruption des dirigeants africains, publie le résultat d'une enquête menée sur un contrat qui lui est parvenu anonymement. Cette enquête lie la société Philia à la Coraf, la raffinerie publique congolaise, dirigée par Denis Christel Sassou Nguesso. Selon la DB, Philia a obtenu un contrat exclusif pour l'exportation des produits pétroliers congolais, sans appel d'offres lancé par la Coraf. Philia a agi comme un pur intermédiaire entre la Coraf et les marchés internationaux, se contentant de revendre immédiatement ses cargaisons à des tiers, parmi lesquels figurent d'autres négociants suisses, écrit la DB.

Philia a ainsi empoché, selon l'ONG, des profits substantiels sans fournir aucun effort logistique. La DB affirme que Philia a réalisé un chiffre d'affaires de 140 millions de dollars, en revendant 5 cargaisons de fioul congolais obtenues en 2013. L'actionnaire unique de Philia est un Gabonais, Jean-Philippe Amvame Ndong, qui entretient des relations privilégiées avec Denis Christel Sassou Nguesso, selon la DB. L'ONG indique encore que Philia a essayé d'empêcher la publication de son rapport par voie de justice. Philia a été déboutée pour deux de ses requêtes et a choisi de retirer les deux autres, indique l'ONG suisse.

EGYPTE

Sissi remplace le ministre de l'Intérieur

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a remplacé jeudi son ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim, qui supervisait la sanglante répression lancée contre les partisans de l'islamiste Mohamed Morsi destitué par l'armée.

M. Ibrahim, nommé sous Morsi en janvier 2013, a été remplacé à l'occasion d'un remaniement ministériel surprise, au moment où les forces de sécurité peinent à enrayer les attentats djihadistes qui secouent régulièrement le pays.

Le dernier de ces attentats a eu lieu lundi en plein cœur du Caire près de la Cour suprême faisant deux morts.

Le général Ibrahim avait échappé en septembre 2013 à une tentative d'assassinat revendiquée par Ansar Beït al-Maqdess, le principal groupe djihadiste du pays qui a fait allégeance au groupe Etat islamique (EI).

Il a été remplacé par Magdy Mohamed Abdel Hamid Abdel Ghaffar, issu des rangs du département de la sécurité nationale.

Lors de ce remaniement, six ministres au total ont été remplacés. Outre l'Intérieur, il s'agit des ministres de l'Agriculture, de l'Education, de la Culture, du Tourisme et des Communications, selon un communiqué de la présidence.

Deux nouveaux ministères ont également vu le jour: celui de la Population, un portefeuille autrefois tenu par le ministre de la Santé, et le ministère de l'Enseignement technique.

Les nouveaux ministres ont prêté serment devant le président Sissi, selon le communiqué.

TANZANIE

Des inondations font au moins 50 morts

Au moins 50 personnes ont péri dans les inondations et les fortes pluies qui ont touché le nord de la Tanzanie, a annoncé mercredi un responsable régional. Au total, environ 3 500 personnes ont été affectées par les intempéries dans la zone. Des pluies torrentielles, accompagnées de grêle et de vents violents, sont tombées mardi soir sur le district de Kahama, dans la région agricole de Shinyange, au sud du lac Victoria.

"La mort d'au moins cinquante personnes a été confirmée dans les fortes pluies et les inondations", a déclaré Ally Rufunga, le préfet de la région, précisant que les intempéries avaient causé d'importants dégâts dans trois villages de la zone de Kahama.

La présidence tanzanienne avait auparavant fait état de 38 morts et 82 blessés. "D'autres corps de victimes, vraisemblablement emportés par les inondations, ont été retrouvés dans la zone et des blessés sont morts à l'hôpital", a précisé M. Rufunga.

MOZAMBIQUE

Le professeur assassiné avait reçu des menaces

L'universitaire franco-mozambicain Gilles Cistac assassiné mardi à Maputo avait reçu des menaces sur Facebook, a-t-on appris de source judiciaire mozambicaine mercredi alors que la France a dénoncé un crime odieux et l'opposition mozambicaine promis vengeance. La semaine dernière, M. Cistac avait déposé plainte contre X suite à des propos injurieux tenus à son encontre sur Facebook par un profil baptisé Kalachnikov cachée, a indiqué à l'AFP un porte-parole du parquet mozambicain, Marcelino Vilankulo. Cette plainte est bien entendu prise en compte dans l'enquête. Plus vite nous identifierons celui qui se cache derrière le profil de +Calado Calachinicov+ (Kalachnikov cachée en portugais, ndlr) plus vite nous connaîtrons son implication ou non dans l'assassinat, a-t-il déclaré. M. Cistac a été abattu mardi matin en sortant d'une brasserie après son café du matin par quatre tueurs, dont un Blanc selon la police de Maputo. Kalachnikov cachée, du nom de l'arme ayant semble-t-il servi à tuer M. Cistac, l'accusait d'être un espion français, tenait des propos racistes et l'enjoignait à retourner en France.

Le motif politique n'est qu'une piste parmi d'autres, a toutefois précisé M. Vilankulo qui instruit dans le cadre d'une procédure pour homicide volontaire.

Il pourrait également s'agir d'extrémistes qui, contrariés par les récentes déclarations de Gilles Cistac, ont décidé d'agir de leur plein gré, a-t-il ajouté, soulignant qu'aucune piste n'était privilégiée. Le parti d'opposition de la Renamo et certains médias indépendants accusent le parti au pouvoir, le Frelimo, d'être derrière l'attentat.

Si les radicaux du Frelimo ont décidé de le tuer en pensant que cela démoraliserait Dhlakama ou la Renamo, ils se trompent, a réagi à la télévision dès mardi soir le leader de la Renamo, Afonso Dhlakama, promettant vengeance pour le peuple mozambicain. Gilles Cistac n'a jamais été de la Renamo. Il a seulement contribué au développement de notre démocratie, c'était un grand ami du peuple mozambicain, a insisté M. Dhlakama. Ce crime odieux est une atteinte à la liberté d'expression et d'opinion, a de son côté dénoncé la France réclamant que tout soit fait pour que les auteurs de cet assassinat répondent de leurs actes. Binational et arrivé en 1993 au Mozambique comme assistant technique à l'ambassade de France juste après la fin de la guerre civile, M. Cistac enseignait à l'université Edouardo Mondlane où il était professeur de droit constitutionnel. Il collaborait régulièrement au journal d'opposition Canal de Moçambique. La plupart des commentateurs liaient mercredi son assassinat au projet de décentralisation de la Renamo, dont M. Cistac avait démontré le caractère constitutionnel.

AFRIQUE DU SUD

La très touristique péninsule du Cap ravagée par le feu

Des feux de brousse ravageaient avant-hier pour la quatrième journée consécutive la péninsule du Cap, l'un des sites touristiques les plus visités d'Afrique du Sud.

Des centaines d'habitants des très chics villages côtiers ont été évacués dans la nuit, emportant avec eux quelques effets et leurs animaux de compagnie.

Depuis quatre jours, des maisons et un hôtel ont été détruits, et des milliers d'hectares carbonisés sur la péninsule, pointe sud-ouest de l'Afrique. Aucune victime n'a été signalée, mais des dizaines de personnes ont été prises en charge par les secours après avoir inhalé de la fumée. D'importants effectifs de pompiers au sol, appuyés par des hélicoptères bombardiers d'eau, luttaient toujours contre les flammes, attisées par des vents violents depuis le début de la semaine.

Le feu court sur l'épine dorsale montagneuse de la péninsule qui s'étend de la ville du Cap jusqu'au célèbre cap de Bonne Espérance.

Les pompiers espéraient que la météo viendrait à leur secours et qu'un rafraîchissement de l'atmosphère changerait les conditions. Mardi, les températures ont dépassé 40 degrés Celsius sur la péninsule, un record absolu depuis un siècle pour un 3 mars.

Aujourd'hui, la journée devrait être un peu plus fraîche, et on espère de la pluie, ce qui va nous aider en humidifiant et en rafraîchissant les zones brûlées, a déclaré Theo Layne, porte-parole des pompiers. Treize maisons ont déjà été détruites ou endommagées, de même que l'hôtel 5 étoiles Tintswalo Atlantic Lodge, perché au-dessus de l'océan près du petit port de pêche et de banlieusards aisés de Hout Bay. Les écoles ont été fermées et des embouteillages ont paralysé les routes qui permettent encore de gagner la ville du Cap. Dans certains quartiers, on ne distinguait mercredi matin que la boule orange du soleil noyée dans un épais rideau de fumée.

Le feu a déjà ravagé environ 4 000 hectares de brousse, le fynbos sud-africain, un paysage de plantes et de petits arbustes typiques de cette région du monde à la flore extrêmement riche.

TCHAD

Le président promet d'anéantir Boko Haram et d'éliminer son chef

Le président tchadien Idriss Déby Itno a promis d'anéantir le groupe islamiste armé nigérian Boko Haram et d'éliminer son chef, Abubakar Shekau, s'il ne se rendait pas, affirmant savoir où il se trouve.

Abubakar Shekau a intérêt à se rendre, nous savons là où il est. S'il refuse de se rendre, il va subir le même sort que ses camarades ont subi, a déclaré le chef de l'Etat lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue nigérien Mahamadou Issoufou, en visite à N'Djamena.

Le chef du groupe islamiste, a-t-il poursuivi, a fui Dikwa (Nigeria) lors des derniers combats entre l'armée tchadienne et les insurgés. Le 17 février, les soldats tchadiens avaient chassé Boko Haram de Dikwa, sur la route entre Gamboru, à la frontière avec le Cameroun, et la ville stratégique de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno dans le nord-est du Nigeria, située à 90 km.

Deux soldats tchadiens et 117 islamistes ont été tués ce jour-là au cours de violents combats, selon l'état-major tchadien, dont l'armée jusque-là déployée au Cameroun, avait pénétré pour la première fois en profondeur en territoire nigérian.

Nous allons gagner la guerre et nous allons anéantir Boko Haram contrairement à ce que pensent certains médias. Les forces tchadiennes et nigériennes vont continuer leur mission pour mettre fin définitivement à cette nébuleuse, a ajouté Idriss Déby.

L'heure a sonné pour tout musulman du Tchad, du Niger ou d'ailleurs de se réveiller et de faire face à ce qu'on appelle le terrorisme islamique. Il faut faire face à ces criminels qui détruisent notre belle religion, a-t-il affirmé. N'Djamena a envoyé mi-janvier plusieurs contingents autour du lac Tchad pour lutter contre Boko Haram, une partie étant déployée à la frontière entre le Cameroun et le Nigeria, aux côtés des troupes camerounaises, l'autre à la frontière entre le Niger et le Nigeria, avec les troupes nigériennes.

NOUVELLE INFRASTRUCTURE

Inauguration du Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania

Le ministre des Sports Mohamed Tahmi et le wali d'Alger Abdelkader Zoukh, ont officiellement inauguré jeudi le Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania, une infrastructure pouvant accueillir jusqu'à 400 sportifs de différentes disciplines.



"Depuis (mercredi, ndlr) plusieurs équipes nationales sont entrées en stage dans ce centre de regroupement qui représente un acquis considérable pour notre élite sportive", s'est félicité Tahmi à l'occasion de l'inauguration de l'infrastructure. Le centre réalisé par l'entreprise égyptienne Arab Contractors, compte notamment 400 lits, un grand restaurant, une salle polyvalente, une piscine semi-olympique (25m), une salle omnisport, une unité de soins et récupération ainsi qu'un espace de détente. La gestion du Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania a été confiée au président de la Fédération algérienne de lutte, Rabah Chebbah. "A partir de vendredi, les sélections nationales de judo, de basket-ball, d'athlétisme et de badminton seront en regroupement au niveau du centre", a déclaré Chebbah à l'APS. Une opération d'extension est en phase de lancement avec la réalisation d'une piscine olympique de 50m (8 couloirs) plus un bassin externe, une salle spécifique pour les sports de combat, un terrain d'athlétisme et une grande salle omnisport avec des gradins. Outre le centre de Souidania, le ministre des Sports et le wali d'Alger, ont visité le stade de Baraki (en construction) et le stade olympique du 5-Juillet d'Alger (rénovation et modernisation). A la fin de cette visite, Tahmi et Zoukh ont été rejoints par la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mounia Meslem, pour l'inauguration d'une salle de fitness pour femmes au centre de golf du complexe olympique Mohamed-Boudiaf (OCO). "Les inscriptions pour la salle de fitness doté de sauna et d'espaces de massage seront ouverts symboliquement le 8 mars coïncidant avec la journée de la femme", a annoncé le directeur général de l'Office du complexe olympique, Youcef Kara.

L'HÔTEL 4 ÉTOILES DE LA FAF SERA RÉCEPTIONNÉ EN 2018

L'hôtel quatre étoiles de la Fédération algérienne de football (FAF) dont les travaux de construction débuteront prochainement, devrait être réceptionné en 2018, selon le président de la FAF Mohamed Raouraoua. "L'hôtel de la FAF sera prêt en 2018. Nous avons décidé ce jeudi de créer une société économique qui sera chargée de toutes les procédures administratives et financières pour la réalisation de ce projet, et également pour bénéficier des avantages très importants que nous offre l'Etat, notamment des crédits sans intérêts que nous a promis Abdelmalek Sellal, que je remercie à cette occasion", a déclaré Raouraoua à la presse à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de la FAF. Le président de la FAF avait annoncé en 2012, la construction d'un hôtel 4 étoiles sur une superficie de 7 000 m² au niveau de l'assiette globale du siège de la fédération à Dely Ibrahim. Pour entamer la prochaine étape dans la réalisation de cet hôtel, qui constituera une sorte de "machine à sous" pour la FAF dans le futur, les membres de l'AGO ont adopté ce jeudi, une résolution pour la mise sur pied d'une société économique de 10 millions de DA de capital, et dotée d'un fonds de 750 millions de DA pour entamer les travaux de la construction. " Toutes les procédures administratives ont été accomplies. Le premier avis d'appel d'offres national et international pour la réalisation de cet hôtel avait été lancé. Le second appel d'offres pour le choix de l'entreprise qui sera chargée de la construction se fera la semaine prochaine selon la loi" a-t-il précisé. L'hôtel de la FAF sera géré en collaboration avec la chaîne internationale Sheraton Resort et Towers, a précisé le patron de la FAF.

UNE NOUVELLE PELOUSE SEMÉE LA SEMAINE PROCHAINE AU STADE DU 5-JUILLET

La nouvelle pelouse du stade olympique du 5-juillet d'Alger "sera semée à partir de la semaine prochaine", a indiqué jeudi Farid Boussaad, représentant de Sarl Vegetal Design (SVD) chargé de la pose du gazon naturel. "Nous avons installé le système de drainage, d'arrosage automatique et même l'avant-dernière couche constituée de cinq types de sables ramenés de la région de Tébessa. La transportation du substrat hybride qui est au niveau du port d'Alger, commencera vendredi et la pelouse sera semée progressivement à partir du 10 mars", a expliqué Boussad à l'occasion d'une visite sur site du ministre des Sports, Mohamed Tahmi accompagné du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh. Le stade du 5- Juillet connaît une large opération de rénovation et de modernisation qui a été scindée en quatre phases et confiée à la société chinoise China State Construction Engeering Corporation (CSCEC). La première phase (achevée) concerne la réfection des gradins (consolidation, étanchéité ....), la seconde (en cours) consiste en la modernisation générale de l'infrastructure (gazon, sanitaire, sièges, buvettes, billetterie électronique, centre de presse...), la troisième phase est prévue avant la CAN-2017 avec notamment la réalisation de pôles commerciaux autour du stade, alors que la 4e et dernière phase permettra la couverture des tribunes et l'augmentation de la capacité du stade et elle se fera après 2017. Le responsable de Sarl Vegetal Design a fait savoir que le gazon du 5-Juillet est de la même qualité de celui installé dans les stades qui accueilleront les rencontres de l'Euro-2016 en France. "La terre végétale permet à la fois la perméabilité et la rétention modérée des eaux grâce à de nouvelles techniques. Après la poussée finale de l'herbe, le gazon sera opérationnel dans 5 ou 6 semaines maximum", a-t-il précisé. "Malgré les fortes pluies qui se sont abattues sur Alger, aucune goutte d'eau n'a stagné. C'est une preuve de la bonne efficacité du système de drainage. Dorénavant, aucun match ne sera interrompu au 5-Juillet à cause d'intempéries", a assuré le représentant de Sarl Vegetal Design. "Après la pose du gazon, nous allons aussi refaire la piste d'athlétisme qui sera comme celle du stade olympique de Berlin avec du bleu et du gris. Enfin, le 5-Juillet sera à la hauteur des plus grands stades du monde", a assuré Farid Boussaad. Avant le stade du 5-Juillet, Tahmi et Zoukh ont visité le stade de Baraki d'une capacité de 40.000 places, qui connaît un taux d'avancement estimé à 42%. Ils ont procédé ensuite à l'inauguration officielle du Centre de regroupement des équipes nationales à Souidania (ouest d'Alger). "Les travaux avancent bien au stade du 5-Juillet. Cette infrastructure, chère à tous les Algériens, retrouvera son plein rayonnement", a promis le ministre des Sports.

EQUIPE NATIONALE

Mansouri évoque le retour d'Abdoun et encense Hanni

Le retour de Djamel Abdoun en sélection algérienne de football pourrait se faire à l'occasion du tournoi de Doha prévu fin mars, a indiqué jeudi le sélectionneur national adjoint Yazid Mansouri qui n'a pas tari d'éloges aussi sur Sofiane Hanni, le milieu de terrain de Malines, club de première division belge.

"Abdoun (Lokeren/Belgique, ndlr) fait partie des joueurs avec lesquels je m'entretiens régulièrement pour connaître leurs nouvelles d'autant plus qu'on est en train de les suivre en vue d'une éventuelle convocation en équipe nationale", a déclaré Mansouri à l'APS, en marge de l'assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF), tenue à l'hôtel Sheraton.

Abdoun, qui avait pris part avec les Verts à la Coupe du monde de 2010 en Afrique du Sud, n'a plus été convoqué en équipe nationale depuis décembre 2012. A l'époque, l'ex-sélectionneur national, le Bosnien Vahid Halilhodzic, souhaitait l'intégrer dans la liste des 23 concernés par la Coupe d'Afrique de 2013 en Afrique du Sud, mais le joueur, qui évoluait pendant ce temps -là en Grèce sous les couleurs de l'Olympiakos, a décliné l'invitation pour blessure.

Abdoun (29) évolue actuellement à Lokeren, club belge de première division qu'il a rejoint lors du précédent mercato d'hiver après une expérience d'une année et demie à Nottingham Forest (Div 2, Angleterre).

"A présent, Abdoun souffre d'une blessure aux adducteurs. Il se soigne au Qatar et d'après ce qu'il m'a dit, sa blessure n'est pas méchante, il devrait même reprendre la compétition bientôt. Cela nous permet de l'intégrer dans nos plans en prévision des prochaines échéances", a ajouté Mansouri.

L'assistant du Français Christian Gourcuff à la barre technique des Verts a révélé en outre qu'il était intéressé également par les services d'un autre joueur évoluant dans le championnat belge, en l'occurrence Sofiane Hanni, qu'il a d'ailleurs suivi dans quelques rencontres.

"J'ai effectué dernièrement une tournée en Belgique et cela m'a permis de voir à l'œuvre quelques joueurs algériens évoluant dans ce pays, à l'image de Sofiane Hanni que j'ai trouvé bon et surtout adroit. C'est un milieu offensif qui a le profil pour être sélectionnable. Maintenant, je ne peux pas vous dire s'il sera appelé ou non pour le tournoi de Doha", a ajouté l'ancien milieu de terrain du FC Lorient (Ligue 1, France).

Hanni (24 ans) a débuté sa carrière professionnelle au FC Nantes (Ligue 1, France) en 2011. Au bout d'une saison, il a choisi de "s'exiler" en Turquie où il a joué pour deux clubs : Kaiseryi Erssiyespor et Ankara spor, lors des deux saisons suivantes. L'été dernier, il a de nouveau changé de club pour opter à Malines. Avec sa nouvelle équipe il a inscrit 5 buts jusque-là.

La sélection algérienne disputera deux matchs amicaux dans le cadre du tournoi de Doha face au Qatar et à Oman respectivement le 26 et le 30 mars en cours.

À PROPOS DE FEKIR : " LA BALLE EST DANS SON CAMP "

Evoquant le dossier de Nabil Fekir, le milieu offensif du FC Lyon (Ligue 1, France), qui tient tout le monde en haleine aussi bien en Algérie qu'en France, pour n'avoir pas encore fait son choix pour quelle sélection des deux pays il jouerait, Mansouri a renvoyé la balle dans le camp du joueur.

"J'estime qu'on a fait le nécessaire avec Fekir en lui montrant notre intérêt pour lui ainsi que notre souhait de le voir dans l'effectif des Verts. On ne peut donc pas faire plus", a réagi Mansouri.

"La balle est désormais dans son camp, et comme l'avait déjà précisé le président de la FAF ainsi que le sélectionneur national, le joueur doit prendre sa décision lui seul, on ne fera aucune pression sur lui. Maintenant s'il choisit d'opter pour l'Algérie, il sera le bienvenu, dans le cas contraire, on lui souhaite bonne chance", a-t-il poursuivi.

Véritable révélation de la Ligue 1 française cette saison, Fekir (9 buts et 8 passes décisives en championnat) a déclaré récemment qu'il avait tranché sur sa nationalité sportive, un choix qu'il a promis de rendre public au courant de ce mois de mars.

"Personnellement, je n'ai aucune indication à propos de la décision qu'il va annoncer. Je n'ai pas discuté avec lui. Le plus important est qu'il fasse son choix avec conviction", a encore dit Mansouri.

80 **QUATRE VINGT (80)** décisions émanant de la Chambre de règlement des litiges (CRL) d'un montant global de 97.953.841,66 DA ont été exécutées au titre de l'année 2014, selon la Ligue du football professionnel (LFP).

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

EDUCATION NATIONALE

La tutelle et les syndicats se rencontrent aujourd'hui

Le dialogue entre la tutelle et les partenaires sociaux du secteur de l'Éducation nationale, va reprendre. Après l'échec de la dernière rencontre entre les deux parties, tenue le 18 février dernier, le ministère réussira-t-il à désamorcer la crise ?

Les Syndicats, de leur côté, s'attendent à la prise en charge concrète de leurs doléances. Cette journée verra-t-elle la fin de la crise qui secoue depuis plusieurs semaines le secteur de l'éducation, ou au contraire le durcissement d'un mouvement synonyme alors de pourrissement. La rencontre prévue entre la tutelle et, en principe, tous les syndicats, sera à ce titre celle de la dernière chance. La journée de samedi sera décisive aussi bien pour le ministère de l'Education que pour les sept syndicats qui ont replongé le secteur dans la spirale des grèves après un premier trimestre serein. Une nouvelle rencontre pour tenter de trouver une issue à ce débrayage de trop et pourquoi pas répondre une fois pour toutes à la principale revendication des syndicats, à savoir la révision du statut particulier. Il faut rappeler que depuis 2008, le gouvernement tergiverse et fait un pas en avant pour mieux reculer par la suite sur ce dossier très controversé. De l'aveu même de la ministre de l'Education, ce statut comporte d'"'inégalités", s'engageant à ouvrir le débat avec toutes les catégories du corps enseignant dans des discussions qui devront s'étaler sur cinq années.

Du côté des syndicats, on parle d'un dialogue sans efficacité. C'est le cas du Cnapest qui s'obstine à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction de ses revendications.

Dans ce contexte miné par des déclarations équivoques, Benghebrit tente de se rapprocher de nouveau des syndicats après avoir échoué à leur forcer la main à signer une charte de déontologie de la profession en échange de la révision de ce statut. Cette question a d'ailleurs constitué un des points de divergence entre la tutelle et ces organisations. Les syndicats ne veulent pas d'une révision à la hâte et demandent une concrétisation pure et simple de leurs demandes. "Des revendications ont été prises en charge, mais exigent du temps pour leur réalisation. Cependant, reste cette question de la retraite après 25 ans de service, qui ne relève pas de nos prérogatives et que je ne peux accepter", répond la ministre. Elle assure néanmoins que son département "a donné toute la latitude aux chefs d'établissement pour préserver l'intérêt de l'élève. Plusieurs façons de résoudre le problème à l'échelle locale existent. Il faut donner de l'autonomie à la décision locale". Et en cas de non-aboutissement et d'insistance du Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique élargi (Cnapest) à enclencher une grève à laquelle il avait appelé, le ministère de l'Education nationale "recourra à des retenues sur salaires des grévistes et à la suspension de la prime de rendement", a averti la ministre de l'Education nationale, qui espère ouvrir un débat "responsable et constructif" avec tous les partenaires sociaux à l'exception du Cnapest. À titre de rappel, les derniers rounds de négociations entre la tutelle et les syndicats du secteur concernés par la grève avaient achoppé suite au refus par ces derniers de signer le procès-verbal de réunion, en raison de leur rejet du point relatif à la rédaction d'une charte d'éthique et de stabilité. Il avait été convenu, lors de la réunion, de l'installation d'une commission, composée de représentants du ministère de l'Éducation, des syndicats, du ministère des Finances et de la direction générale de la Fonction publique, chargée de réexaminer le statut particulier des personnels de l'Éducation nationale.



Hamadiche L.

OOREDOO FRANCHIT LE CAP DES 100 MILLIONS DE CLIENTS

Ooredoo enrichit la vie de plus de 100 millions de clients en soutenant le développement humain à travers ses marchés



Ooredoo annonce aujourd'hui avoir dépassé le seuil des 100 millions de clients à travers ses différents marchés au Moyen - Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud -Est.

Ooredoo a atteint ce seuil historique durant le quatrième trimestre 2014, selon les chiffres annoncés, après une année d'efforts consentis pour renforcer son portefeuille clients dans ses principaux marchés, à savoir le Qatar, l'Algérie et le Sultanat d'Oman, en plus du lancement de ses opérations dans de nouveaux marchés comme celui de Myanmar. Son Excellence Sheikh Abdulla Bin Mohammed Bin Saud Al Thani, Président du Groupe Ooredoo a déclaré : " Ooredoo a toujours eu une vision claire sur sa croissance, soutenue par une stratégie prudente de développement et d'investissement. Atteindre le seuil des 100 millions d'abonnés, nous rappelle le long chemin que nous avons parcouru durant cette dernière décennie et renforce l'impact positif des services de Ooredoo dans le monde. "Pour sa part, le Directeur Général de Ooredoo Algérie, M. Joseph Ged, a déclaré : " Ooredoo Algérie est l'un des piliers du Groupe et entend renforcer son leadership technologique en continuant à investir et innover pour enrichir le quotidien de tous les Algériens. " Ooredoo est présent dans des marchés où la population dépasse les 700 millions d'habitants et reste convaincu du fort potentiel de croissance à travers ses implantations. Son dernier marché, Myanmar, compte une population d'environ 53 millions d'habitants, avec un taux de pénétration mobile relativement faible de 27%, selon le ministère des Télécommunications et Technologies de l'information de ce pays. Durant le premier mois du lancement de ses opérations commerciales au Myanmar le premier trimestre 2014, Ooredoo a dépassé un million d'abonnés.

Ooredoo a également réalisé d'importants résultats dans d'autres marchés durant 2014, portant son portefeuille clients au Qatar à plus de trois millions et a enregistré plus de 3,5 millions d'abonnés 3G en Algérie en seulement une année du lancement de ce service. Ooredoo a présenté, dans son pavillon au Mobile World Congress, qui s'est déroulé cette semaine, un large éventail de technologies intelligentes, dont l'éducation intelligente, la ville intelligente ainsi que les solutions M2M, en mettant en avant ses activités dans le soutien au développement humain à travers ses implantations.

" Nous sommes certains que l'investissement de Ooredoo dans ces solutions, en plus de son réseau le plus large et le plus rapide à travers ses implantations, permettra à l'entreprise de poursuivre son développement et de mieux servir ses clients ", conclut Son Excellence Sheikh Abdulla.

Post scriptum

Par B. Chellali

L'avenir de l'Ecole en danger

Les élèves otages de leurs enseignants grévistes parlent chaque jour. Il faut les écouter. Mais qui les écoutera dans cette crise que traverse le secteur de l'Education nationale? Cela donne à réfléchir. L'avenir d'une génération se jouera aujourd'hui, non pas à l'intérieur des classes mais dans la rue, et il se jouera mal: c'est ce que disent lycéens et collégiens, par delà les naïvetés et les turbulences infantiles. Les enseignants grévistes, bien sûr, sont parfois les pyromanes de ce feu scolaire: il serait absurde de ne pas croire à cette guéguerre entre les syndicats grévistes et la tutelle. Pour les parents d'élèves, à la racine du gâchis les enseignants, et eux seuls, qui enfoncent le clou dans tout le système scolaire en prenant comme bouc émissaire les élèves. Personne n'est donc dupe des revendications libertaires des contestataires. Mais ils revendiquent plus que cela. C'est évident. Aux enseignants, aux parents d'élèves et à la ministre de Education nationale, maintenant, de réparer, de faire dans l'apaisement, voire dans des compromis pour le bien scolaire de l'élève. Mais en ce moment qui pense à cette préoccupation? Débattre ensemble l'avenir pour le préparer. Mais c'est encore trop tard... Avec des phases de pointes et des accalmies (selon les vicissitudes syndicales et politiciennes), un mouvement récurrent est systématiquement en train de ravager le secteur de l'Education nationale dans l'ombre et de visu. Conclusion: l'Ecole algérienne n'est pas, en réalité, un espace sain, apolitique ou indépendant par rapport à ce qui se passe au quotidien dans la vie nationale. D'une façon ou d'une autre, elle est mêlée sans le vouloir.

Le contraire est plus proche de la vérité et cela à cause ou grâce à une prise en otage de tout le système éducatif. Le marasme scolaire qui dure est utilisé pour servir de repoussoir efficace à l'ensemble de cette situation. Les effets des grèves sur la vie scolaire en général, caractérisées par une fuite en avant excessive des uns et des autres, sont en fait les indices d'un vent destructeur qui souffle chaque jour sur les établissements scolaires. Dans ces conditions, les revendications socioprofessionnelles des enseignants et des autres personnels du secteur apparaissent à la fois comme infondées et inopportunes tant que l'élève demeurera pris en tenaille entre le ministère et les grévistes. Mais, ce qui n'a pas été clairement formulé, ce sont les objectifs observés. A quoi d'aucuns veulent-ils aboutir.

Tout être sérieux, père de famille, doit d'abord constater que les effets néfastes de ces arrêts de travail dans les établissements scolaires constituent au fil du temps un catalyseur d'abrutissement des scolarités, tous paliers de l'enseignement confondus. Poursuivre dans ces grèves sauvages, non reconnues par les textes de la relation de travail, c'est vouloir provoquer l'éclatement pédagogique, le " droit " à une année scolaire blanche. Un processus de régression grave, lourd de conséquences pour l'avenir social et économique de la présente génération.

B. C.